

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Chronique Eco

24 février 1971 :
L'audace pour une
ambition

Jeudi 27 février 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°582 ■

P 16

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE A INAUGURÉ
L'USINE DE DESSALEMENT DE L'EAU
DE MER D'EL TARF

«Six nouvelles
stations seront
lancées en 2026»

P 3



SONATRACH

**Sept contrats
d'hydrocarbures en
négociations «avancées»** P 3

EN PRÉVISION DU MOIS DE RAMADHAN

**Les acteurs
économiques
se mobilisent** P 5

DESTINÉE AUX ENFANTS
À DES PRIX COMPÉTITIFS

**Getex lance sa nouvelle
collection de vêtements** P 5

ALGEX

Annonce importante pour les exportateurs

L'Agence Nationale de Promotion du Commerce Extérieur (AGEX) informe tous les opérateurs économiques actifs dans le domaine de l'exportation que la société CNAN Algérie a programmé un voyage maritime pour un navire destiné au transport de marchandises et de matériaux exportables en direction de la République Islamique de Mauritanie, a annoncé l'Agence dans un communiqué. Il est à noter que les frais de transport sont subventionnés à hauteur de 50% dans le cadre du fonds spécial de soutien aux exportations, et ce, pendant la période du 28 février au 4 mars 2025, selon le programme suivant : « Expédition des marchandises depuis le port d'Alger jusqu'au 28 février 2025 et jusqu'au 4 mars 2025 depuis le port d'Oran ».

RESTRICTIONS D'ACCÈS AU TERRITOIRE FRANÇAIS

L'Algérie exprime son «étonnement»

L'Algérie a exprimé sa surprise et son étonnement face à des mesures de restriction de circulation et d'accès au territoire français prises par le gouvernement français à l'encontre de ressortissants algériens titulaires de documents de voyage spéciaux les exemptant de formalités de visas, indique mercredi un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines.

Par R N.

«Le Ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères a fait état de mesures de restriction de circulation et d'accès au territoire français prises à l'encontre de ressortissants algériens titulaires de documents de voyage spéciaux les exemptant de formalités de visas», lit-on dans le communiqué. «Le Gouvernement algérien exprime sa surprise et son étonnement quant à cette annonce dont il n'a été aucunement informé comme le commandent les dispositions de l'article 8 de l'accord algéro-français en matière d'exemption réciproque de visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques ou de

service», ajoute la même source, précisant que les autorités algériennes «n'ont aucune connaissance de pareilles mesures restrictives à l'exception de deux cas précis intervenus sur la période récente». «Le premier cas, sur demande d'explications algérienne, a fait l'objet d'expression de regrets de la part des autorités françaises et a été qualifié d'incident malheureux dû à une rupture dans la chaîne de commandement. Le deuxième cas intervenu très récemment fait l'objet actuellement d'une même demande d'explications adressée aux autorités françaises», souligne également le texte du ministère. L'annonce de ces mesures dont l'Etat algérien «n'a pas été informé s'inscrit dans la longue liste des provocations, des intimidations et des menaces dirigées contre l'Algérie.

Celles-ci sont de nul effet sur notre pays qui n'y cédera pas. Toute mesure attentatoire à ses intérêts fera l'objet de mesures réciproques, strictes et immédiates». «L'Algérie est manifestement devenue l'enjeu de querelles politiques intra françaises où tous les coups bas politiques sont permis dans le cadre d'une compétition, dont l'extrême droite est l'instigateur, le référant et le donneur d'ordres. Cette dynamique qui entraîne dans son sillage, non seulement des forces politiques françaises, mais également des membres du gouvernement français, peut avoir des conséquences incalculables sur la relation algéro-française dans toutes ses dimensions», conclut le communiqué.

CNMA

Inauguration d'un centre de repos au parc national de Chréa à Blida

La Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA) a procédé, mardi, à l'inauguration d'un centre de repos au niveau du parc national de Chréa (Blida), lequel sera mis à la disposition des familles des employés de la Caisse et du secteur agricole en général pendant les vacances. La cérémonie d'inauguration de cet espace social s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère

de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Hamid Ben-saad, du directeur général de la CNMA, Mohamed Cherif Benhabiles, et des représentants des autorités locales de la wilaya. Comprenant plusieurs chalets avec toutes les commodités nécessaires en termes de restauration et d'hébergement, ce centre a été réalisé et équipé pendant presque deux ans, selon les explications fournies

à l'APS par le directeur des investissements de la CNMA, Mehdi Ouroua. Ce projet vise à créer un espace social et de loisirs, avec la mise en place d'aires dédiées à la promotion des divers produits agricoles nationaux. S'étendant sur une superficie totale de plus de 8700 m², au cœur d'un bel espace boisé, le centre comprend également des espaces de détente, un club pour les résidents, plusieurs

terrains de jeux et de sport, outre un espace dédié aux enfants, doté de toutes les commodités. Cette nouvelle structure vient contribuer à dynamiser la région de Chréa sur les hauteurs de Blida, connue pour sa vocation touristique de montagne, de même qu'elle constitue un atout supplémentaire pour les employés du secteur de l'agriculture et de la pêche ainsi que leurs familles et enfants.

CRÉATION DE L'UGTA ET NATIONALISATION DES HYDROCARBURES

Le Bureau de l'APN célèbre le double anniversaire

Le Bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) a célébré le double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et de la nationalisation des hydrocarbures (24 février 1956-1971), qualifiant ces deux dates d'"étapes charnières" dans l'histoire du pays, a indiqué un communiqué de la chambre basse du Parlement. "Lors de sa réunion tenue mardi 25 février 2025, sous la présidence de M. Brahim Boughali, le Bureau de l'Assemblée populaire nationale a célébré le double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (24 février 1956) et de la nationalisation des hydrocarbures (24 février 1971), deux étapes charnières dans l'histoire du pays et un jalon es-

sentiel dans le processus de renforcement de la souveraineté nationale", lit-on dans le communiqué. La création de l'UGTA est intervenue dans un contexte de lutte pour la libération, les travailleurs algériens ayant créé leur syndicat professionnel pour "mobiliser les travailleurs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, en vue de les rallier à la Révolution de libération", a rappelé le Bureau de l'APN, soulignant que "la Centrale syndicale a joué un rôle important au service de la cause nationale avant de devenir, après l'indépendance, un partenaire social actif dans le processus d'édification et de développement national". La décision de la nationalisation des hydrocarbures a, quant à elle, "permis au peuple algérien de recouvrer sa souveraineté sur ses ressources naturelles, confortant

ainsi l'indépendance économique de l'Algérie", a poursuivi la même source, ajoutant que "grâce aux compétences nationales, l'Algérie occupe aujourd'hui une position importante sur les marchés mondiaux de l'énergie, ce qui témoigne du succès de la vision économique et stratégique adoptée par le pays". La célébration de ce double anniversaire intervient alors que "l'Algérie connaît de grandes mutations dans divers domaines, sous la direction éclairée du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui guide le pays vers la construction d'une économie forte et diversifiée, à travers un processus de réformes profondes visant à créer un environnement propice à l'investissement et à renforcer le développement durable", selon le

communiqué. Le Bureau de l'APN a salué, dans ce contexte, "la réalisation stratégique" en matière de sécurité hydrique, à travers l'entrée en service de deux nouvelles usines de dessalement d'eau de mer, ce qui permettra aux citoyens de bénéficier d'un approvisionnement régulier en eau potable, affirmant que "le dessalement est un choix stratégique pour faire face au changement climatique et garantir la sécurité hydrique de l'Algérie". Evoquant le mois sacré de Ramadhan, le Bureau a salué les mesures prises par les pouvoirs publics pour garantir la disponibilité des produits de base sur les marchés, appelant les citoyens à continuer à adopter une consommation rationnelle reflétant les valeurs de solidarité qui caractérisent la société algérienne.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE A INAUGURÉ L’USINE DE DESSALEMENT DE L’EAU DE MER D’EL TARF

«Six nouvelles stations seront lancées en 2026»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé, hier à El Tarf, à l'inauguration de l'usine de dessalement d'eau de mer de "Koudiet Eddraouche", d'une capacité de production de 300.000 mètres cubes/jour.

Par Sirine R

A cette occasion, le président de la République a écouté un exposé exhaustif sur le déroulement des travaux et les différentes étapes de réalisation de cette infrastructure vitale d'une capacité de production de 300.000 mètres cubes/jour, soit 300 millions de litres/jour, permettant d'alimenter en eau potable les habitants des wilayas d'El Tarf, de Guelma, d'Annaba et de Skikda. Ce projet d'envergure s'inscrit dans le cadre du programme national décidé par le président de la République pour la réalisation de cinq grandes usines de dessalement d'eau de mer dans les wilayas d'El Tarf (Koudiet Eddraouche), de Béjaïa (Tighremt-Toudja), de Boumerdès (Cap Djinet), de Tipasa (Fouka) et d'Oran (Cap Blanc), d'une capacité de production de 300.000 mètres cubes/jour chacune, pour un coût de près de 2,4 milliards de dollars. Réalisés en un temps record, ces projets visent à renforcer la sécurité hydrique et à répondre aux besoins des citoyens en eau potable. Ce programme national reposant sur les compétences nationales et les technologies de pointe reflète les grandes avancées réalisées par l'Algérie en matière de renforcement de la sécurité hydrique et de réalisation des grands projets à caractère stratégique. Intervenant à cette occasion, le Président Abdelmadjid Tebboune a annoncé le lancement, en 2026, d'un

nouveau programme comprenant six stations de dessalement d'eau de mer. Une fois ce programme concrétisé, soit à l'horizon 2030, « l'Algérie atteindra un taux de couverture national de 62 % en eau potable, hors nappe phréatique et eaux de surface », a affirmé le chef de l'État. Selon les détails du ministère de l'Hydraulique, ce programme, prévu pour la période 2026-2030, concernera les wilayas de Tlemcen, Mostaganem, Tizi Ouzou, Chlef, Jijel et Skikda, avec des stations d'une capacité de 300 000 m³ chacune. Une quantité supplémentaire de 1,8 milliard de m³/an d'eau potable viendra ainsi s'ajouter aux ressources existantes, contribuant à porter la couverture des besoins nationaux à 62 %. Le Président Tebboune a affirmé « que ce qui a été accompli pour approvisionner les Algériens en eau restera gravé dans l'histoire ». Après avoir suivi des exposés techniques concernant l'usine de dessalement d'eau de mer "Koudiet Eddraouche" dans la commune de Berrihane dans la wilaya d'El Tarf, qu'il a inaugurée, le président de la République a déclaré que « ce qui a été accompli pour approvisionner les Algériens en eau restera gravé dans l'histoire », ajoutant que « ces projets d'envergure font honneur à l'Algérie victorieuse ». Après avoir adressé ses remerciements à tous ceux qui ont contribué, de près ou de loin, à la réalisation de cette

usine, le président de la République a souhaité que « les deux projets restants soient bientôt parachevés pour boucler la boucle, de l'extrême Est à l'extrême Ouest ». « Je suis extrêmement fier de la synergie et de la coordination parfaite entre les travailleurs et les cadres, ayant permis cette réalisation historique », a dit le président de la République. Et d'ajouter : « Avec l'inauguration de la station de Cap Djinet à Boumerdès et celle de Béjaïa, nous aurons achevé ce programme complémentaire stratégique, de l'extrême ouest de l'Algérie à l'extrême est, en passant par le centre ». Ce projet d'envergure s'inscrit dans le cadre du programme national décidé par le président de la République pour la réalisation de cinq grandes usines de dessalement d'eau de mer dans les wilayas d'El Tarf (Koudiet Eddraouche), de Béjaïa (Tighremt-Toudja), de Boumerdès (Cap Djinet), de Tipasa (Fouka) et d'Oran (Cap Blanc), d'une capacité de production de 300.000 mètres cubes/jour chacune, pour un coût de près de 2,4 milliards de dollars. Réalisés en un temps record, ces projets visent à renforcer la sécurité hydrique et à répondre aux besoins des citoyens en eau potable. Ce programme national reposant sur les compétences nationales et les technologies de pointe reflète les grandes avancées réalisées par l'Algérie en matière de renforcement de la sécurité hydrique et de réalisation des grands projets à caractère stratégique.

LE MINISTRE ARKAB REÇOIT LE MAE NIGÉRIEN Les moyens de renforcer la coopération énergétique à l'étude

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, a reçu, mardi à Alger, le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Nigériens à l'extérieur de la République du Niger, M. Bakary Yaou Sangaré, avec lequel il a examiné les voies et moyens de développer et de renforcer la coopération bilatérale, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence de ses cadres et de l'ambassadeur du Niger auprès de l'Algérie, les deux parties ont évoqué "les relations fraternelles et historiques entre les deux pays, ainsi que les moyens de renforcer la coopération bilatérale, notamment dans les domaines de l'énergie et des hydrocarbures", selon le communiqué. Les deux parties ont également examiné "les derniers développements liés aux projets communs, dont les projets de recherche, de prospection, et d'exploitation des hydrocarbures, les projets de raffinage, de pétrochimie, et de commercialisation et de distribution des produits pétroliers, ainsi que les futurs projets relatifs à la production, au transport et à la distribution de l'électricité au Niger", selon la même source. La rencontre a également permis de discuter de l'état d'avancement du projet du Gazoduc transsaharien, tout en mettant l'accent sur la nécessité de poursuivre les réunions de coordination entre les parties concernées, en sus du suivi de la mise en œuvre des décisions prises lors des précédentes rencontres tripartites entre les ministres chargés des hydrocarbures de l'Algérie, du Niger et du Nigeria, dont la dernière a eu lieu à Alger". A cette occasion, M. Arkab a réitéré "l'engagement de l'Algérie à poursuivre son soutien aux frères nigériens, notamment dans le domaine de l'énergie et de l'industrie pétrolière", soulignant, par là même, l'importance du transfert des expertises algériennes, et de l'élaboration de programmes de formation au profit des compétences nigériennes, et évoquant les possibilités de coopération dans le secteur des mines et des études géologiques, étant un domaine prometteur pour le renforcement du partenariat entre les deux pays. De son côté, M. Sangaré s'est dit satisfait de "la coopération étroite entre les deux pays", se félicitant "du soutien technique fourni par Sonatrach et Sonelgaz au Niger, lequel constitue un facteur-clé dans la réalisation des objectifs communs".

R E.

SONATRACH

Sept contrats d’hydrocarbures en négociations «avancées»

Par Réda Hadi

Le groupe Sonatrach a signé, mardi en début de soirée à Alger, un contrat avec la société chinoise Sinopec, d'un investissement global estimé à 850 millions USD, relatif à l'exploration et à l'exploitation du champ de Hassi Berkane-Nord (HBAN), situé entre les wilayas de Ouargla et d'El-Meniaâ. Le contrat a été signé par le vice-président chargé de l'exploration et de la production, Farid Djettou, et le directeur général de Sinopec International Energy Investment (HK) Holding Ltd, Weisong Xue. C'est d'ailleurs en marge de cette signature que le président-directeur général (PDG) de Sonatrach, Rachid Hachichi, a fait état de négociations avancées avec des sociétés internationales sur sept (7) contrats d'hydrocarbures qui seront signés prochainement. Il s'agit, selon le PDG du Groupe, des sociétés chinoise Sinopec, italienne ENI, française Total, ainsi que des compagnies américaines Chevron et ExxonMobil, en plus d'une société suédoise. M. Hachichi a qualifié les négociations de difficiles avec les différentes entreprises autour des contrats

d'hydrocarbures, évoquant pas moins de 140 réunions de négociation tenues dans ce cadre. Par ailleurs, Hachichi s'est félicité du projet de réalisation d'une nouvelle raffinerie de pétrole à Haoud El Hamra (Hassi Messaoud), dont la première pierre a été posée lundi par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui. Cette raffinerie, d'une capacité de 5 millions de tonnes/an, contribuera à répondre à la consommation croissante de gasoil et de produits pétroliers, en adéquation avec l'essor économique que connaît l'Algérie. S'agissant du contrat signé avec le partenaire chinois, celui-ci couronne les négociations menées dans le cadre du protocole d'accord signé entre les deux sociétés le 3 mars 2024. À travers ce contrat, Sonatrach et Sinopec s'engagent à exécuter un programme de travaux minimum de recherche et d'appréciation afin de valoriser et développer les hydrocarbures du périmètre de Hassi Berkane Nord, situé entre les wilayas de Ouargla et d'El-Meniaâ, à 80 km de Hassi Messaoud. Le montant d'investissement global prévu pour le programme d'exploration et de dé-

veloppement de ce périmètre est estimé à 850 millions de dollars US. Ce périmètre, situé à environ 80 km au sud-ouest de Hassi Messaoud, s'étend sur une superficie de près de 9 700 km² dans le bassin d'Amguid Messaoud. Ce contrat permettra d'exploiter les hydrocarbures au niveau des blocs 428 et 429 contenant du gaz naturel condensé. D'une durée de 30 ans, renouvelable une fois pour une durée ne dépassant pas dix ans, ce contrat intervient à l'issue du protocole d'accord signé par les deux parties en mars dernier. Le financement de l'exploration sera assuré à hauteur de 100 % par la société chinoise, tandis que les investissements ultérieurs seront partagés, en cas de résultats positifs, à hauteur de 30 % pour Sonatrach et de 70 % pour Sinopec, selon les explications fournies. Dans son allocution à cette occasion, M. Hachichi a estimé que la signature de ce contrat "est un nouveau jalon dans le processus d'une coopération réussie avec Sinopec et une preuve claire de l'engagement commun à renforcer ce partenariat et à le promouvoir vers des perspectives plus larges". Dans ce cadre, le PDG s'est félicité

du succès réalisé dans le cadre du partenariat établi depuis 2002 dans le champ de Zarzaitine, qui constitue "l'un des principaux piliers de notre relation avec Sinopec". De son côté, le Senior Vice-Président de Sinopec, Niu Shuanwen, a affirmé que la signature de ce contrat constituait "une étape importante" dans le développement du secteur énergétique en Algérie, notamment en matière de production de gaz. L'ambassadeur chinois a, quant à lui, rappelé dans une allocution l'importance du contrat conclu, qui sera "mutuellement bénéfique", saluant les mesures incitatives importantes contenues dans la loi des hydrocarbures et la nouvelle loi sur l'investissement en Algérie. La société Sinopec est présente en Algérie depuis 2002 et opère avec Sonatrach sur le gisement de Zarzaitine, dont l'objectif est l'augmentation du taux de récupération des réserves de pétrole brut. Cette signature traduit la volonté des deux sociétés de consolider leurs relations existantes et d'étendre leur coopération à travers de nouvelles opportunités de partenariats dans le domaine de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures.

MONNAIE

Le dollar reprend des couleurs face à l’euro

Le dollar se redresse légèrement mercredi face à l'euro, après avoir reculé la veille sous l'effet de données économiques américaines jugées décevantes. En matinée, le billet vert gagnait 0,15 % face à la monnaie unique européenne, s'échangeant à 1,0497 dollar pour un euro. Mardi, le dollar avait fléchi après la publication d'un indice de confiance témoignant du pessimisme des consommateurs américains. Ce repli s'ajoute à plusieurs indicateurs économiques mitigés ces dernières semaines, notamment l'indice ISM des services, les indices PMI, ainsi que les chiffres de l'emploi et des ventes au détail en janvier, selon des analystes. Ces données ravivent les doutes sur la solidité de la consommation et du marché du travail aux Etats-Unis, deux moteurs essentiels de la croissance économique du pays ces dernières années, estiment les experts. Les investisseurs attendent désormais la publication, jeudi, des chiffres du PIB américain pour 2024 et le quatrième trimestre, ainsi que l'indice d'inflation PCE pour janvier, prévu vendredi, pour affiner leur perception de la conjoncture économique. Par ailleurs, le sommet des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales du G20 se tient mercredi au Cap, en Afrique du Sud, en l'absence du principal représentant des Etats-Unis, sur fond d'inquiétudes liées aux tensions commerciales. "Le dollar ne réagit plus aux annonces de droits de douane de la Maison-Blanche", relèvent des analystes, soulignant une lassitude des marchés face aux déclarations contradictoires et aux multiples reports de mesures économiques annoncées.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L’or porté par les incertitudes sur les droits de douane américains

Les cours de l'or évoluaient en légère hausse mercredi, soutenus par les incertitudes entourant la politique tarifaire du président américain Donald Trump, après avoir atteint un creux hebdomadaire lors de la séance précédente. Dans la matinée, l'or au comptant prenait 0,1 % à 2 918,01 dollars l'once, tandis que les contrats à terme sur l'or aux Etats-Unis progressaient de 0,5 % à 2 932,50 dollars. Les investisseurs privilégiaient le métal jaune comme valeur refuge après l'annonce d'une enquête ordonnée par l'administration américaine sur d'éventuels droits de douane sur les importations de cuivre, dans le but de soutenir la production nationale. Sur le marché des autres métaux précieux, l'argent au comptant se maintenait à 31,74 dollars l'once, le platine reculait de 0,3 % à 964,00 dollars, tandis que le palladium gagnait 0,3 % à 930,73 dollars.

LE MINISTRE DU TRAVAIL L’A ANNONCÉ

Adhésion de l’Algérie à la Coalition mondiale pour la justice sociale

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a annoncé, mardi à Alger, l'adhésion de l'Algérie à la Coalition mondiale pour la justice sociale en vue de contribuer aux efforts collectifs visant à renforcer la justice sociale équitable à travers le monde. Dans une allocution prononcée lors d'une cérémonie organisée par l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), à l'occasion de la célébration du 69e anniversaire de sa création et du 54e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, en présence de responsables d'organisations syndicales régionales et internationales, M. Bentaleb a souligné que "l'adhésion de l'Algérie à la Coalition mondiale pour la justice sociale reflète la conviction pro-

fonde de mon pays quant à l'importance de la coopération internationale pour relever les défis communs et construire des sociétés plus justes et plus inclusives". "Pour l'Algérie, l'adhésion à cette Coalition, lancée par le Directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), est une démarche naturelle, voire évidente", à travers laquelle elle entend participer activement aux efforts collectifs visant à renforcer la justice sociale équitable à travers le monde et en Afrique, car étant convaincue que la jus-

tice sociale, bien plus qu'un simple objectif de développement, est l'essence même permettant de réaliser la stabilité socioéconomique et de préserver la dignité des individus et leurs droits fondamentaux, a soutenu le ministre. Il a en outre réaffirmé l'engagement de l'Algérie à œuvrer sans relâche en faveur de la promotion des valeurs de justice, d'égalité et de dignité humaine, partant de sa conviction que la réalisation de la justice sociale est le moyen le plus efficace pour construire un avenir meilleur pour l'humanité.

WEB SUMMIT QATAR

Participation d’une délégation de start-up algériennes

Une délégation de start-up algériennes participe à Doha au Web Summit Qatar 2025 pour présenter des solutions innovantes développées localement et rencontrer des investisseurs et des experts internationaux, indique un communiqué du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises. Chapeautée par l'accélérateur public Algeria Venture et encadrée par le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, la participation algérienne à cette manifestation est placée sous le slogan "Algeria is rising". Cette participation tend à mettre en avant les capacités technologiques de l'Algérie, à renforcer la visibilité de

l'écosystème national et à découvrir les innovations mondiales les plus récentes, ce qui permettra de consolider la position de l'Algérie en tant que pôle technologique en Afrique et au Moyen-Orient. Elle témoigne également de "l'attachement de l'Algérie à développer son système pionnier et à renforcer le rôle des start-up en tant qu'acteurs-clés dans la transition numérique et l'innovation technologique", selon le communiqué. Un des plus grands événements au monde dans le domaine technologique, le Web Summit Qatar réunit, du 23 au 26 février en cours, plus de 25.000 entrepreneurs innovants et 600 investisseurs internationaux de 90 pays.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 25 فيفري 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 25 Février 2025

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²	
		DA / Kg		متوسط	دج / كلغ	
		أعلى	أدنى		المنتج	
Légumes frais	Pomme de terre	78	91	64	البطاطا	خضروات طازجة
	Tomate	91	105	76	الطماطم	
	Oignon sec	51	58	44	البصل الجاف	
	Ail sec	654	737	572	الثوم الجاف	
	Carotte	68	77	59	الجزر	
	Navet	77	87	68	لفت	
	Choux fleur	66	75	56	قرنبيط	
	Choux	83	92	74	الكرنب	
	Courgette	124	140	108	الكوسة	
	Haricot vert	398	422	374	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	98	111	85	الخس	فواكه طازجة
	Mandarine	120	150	90	الماندرين	
	Orange	100	130	70	البرتقال	
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	432	547	317	التفاح المحلي	
	Datte	533	668	397	التمر	
Produits d'origine animale	Banane	475	490	459	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1756	1886	1626	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	400	413	388	الدجاج	
	(Œufs (Unité	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	100	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,34	-1,18	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 391,00	2395,00	0,17	0,52	3,51	7,19	7,52	1908	4 569 660,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 270,00	NC	0,00	0,16	-0,37	11,94	5,51	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-1,97	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	404,00	NC	0,00	-0,18	-9,69	2,03	-	0	0,00

EN PRÉVISION DU MOIS DE RAMADHAN

Les acteurs économiques se mobilisent

À quelques jours du mois de Ramadan, les secteurs économiques chargés de l'approvisionnement du marché en produits de grande consommation redoublent d'efforts pour assurer une disponibilité optimale. Les entreprises du secteur alimentaire, à l'image des complexes AGRODIV, ONAB et GIPLAIT, se sont engagées à garantir la qualité des produits tout en veillant à maintenir des prix accessibles. Parallèlement, le Conseil du Renouveau Économique Algérien (CREA) a lancé une initiative pour réduire les prix pendant le mois de Ramadan.

Par Mourad A.

Cette dynamique s'inscrit dans un cadre plus large visant à adopter le nouveau modèle économique, axé sur l'augmentation de la production, la couverture de la demande interne et l'expansion des exportations. Elle fait écho à l'engagement du Président de la République, qui, cette semaine, a réaffirmé sa volonté de renforcer les acquis sociaux tout en encourageant l'utilisation des énergies productives. Ce discours s'inscrit dans la vision d'une Algérie déterminée à jouer un rôle clé sur la scène internationale, notamment au sein des forums des pays émergents. Lors de l'émission "El Mouachir" diffusée sur la chaîne I de la Radio nationale, plusieurs responsables de grands groupes agroalimentaires ont exposé leurs stratégies pour répondre à l'augmentation de la demande pendant cette période tout en préservant le pouvoir d'achat des consommateurs. Brahim Lazreg, PDG du groupe Agroddiv, a annoncé une augmentation de 20 % des volumes de production par rapport à l'année précédente, avec la mise sur le marché de plus de 131 000 quintaux de semoule, 200 000 quintaux de farine et 5 000 quintaux de pâtes alimentaires. "Nous avons anticipé les besoins croissants durant le mois de Ramadan pour éviter toute rupture de stock et garantir des prix abordables", a-t-il souligné. Le groupe prévoit éga-

lement des réductions de prix allant jusqu'à 15 % sur certains produits, dans le but de limiter l'impact de l'inflation sur les ménages. De son côté, Hamza Houssam-Eddine, vice-directeur général du groupe ONAB, a insisté sur l'importance de réguler le marché avicole, notamment à travers la constitution d'un stock stratégique de 20 000 quintaux de volaille pour éviter toute spéculation. "Nous avons mis en place une stratégie rigoureuse pour assurer une distribution équitable via nos 200 points de vente, notamment dans les régions du Sud, où l'accès aux produits peut être plus difficile", a-t-il précisé. Le secteur laitier n'est pas en reste. Samah Lahlouh, PDG du groupe Giplait, a détaillé un plan ambitieux pour augmenter la production de lait pasteurisé, qui passera de 5,2 à 6,2 millions de litres par jour. Le groupe prévoit également l'ouverture de 40 nouveaux points de vente et sa participation à 80 marchés de proximité pour garantir une couverture optimale du territoire. Parallèlement, le CREA a réaffirmé son engagement à travers une initiative de réduction des prix touchant plus de 820 produits alimentaires et électroménagers en ciblant des produits de première nécessité tels que l'huile, le sucre, les produits laitiers et la viande, afin de préserver le pouvoir d'achat des citoyens. Ces mesures toucheront particulièrement les familles modestes et les ré-

gions enclavées, qui risquent davantage de souffrir de la hausse des prix. L'objectif est de garantir que chaque Algérien, quelles que soient ses conditions socio-économiques, puisse accéder à ces produits essentiels. "Notre objectif est de garantir des prix accessibles tout en renforçant la production nationale", a souligné Raouf Bouhabila, membre du CREA. L'émission a également été l'occasion de rappeler les objectifs stratégiques du gouvernement en matière d'autosuffisance alimentaire. Grâce à l'exploitation de 16 000 hectares supplémentaires pour la production céréalière et l'ouverture de nouvelles unités industrielles, l'Algérie ambitionne non seulement de répondre à ses besoins locaux, mais aussi d'accroître ses exportations. "Nous avons multiplié par trois nos capacités d'exportation depuis 2020", a précisé Brahim Lazreg, mettant en avant les efforts d'Agroddiv pour pénétrer les marchés internationaux. Ces initiatives concertées entre acteurs économiques et pouvoirs publics témoignent d'une volonté commune de garantir la disponibilité des produits de consommation courante et de préserver la stabilité du marché pendant cette période cruciale. Un effort collectif qui traduit une ambition nationale : faire du Ramadan un mois de solidarité et de stabilité économique, en renforçant la souveraineté alimentaire nationale tout en soutenant les familles les plus vulnérables.

PLUSIEURS ACTIONS SONT PRÉVUES

Un Ramadan placé sous le signe de la solidarité

Par M A.

À quelques jours du mois sacré de Ramadan, le ministère de la Solidarité nationale intensifie ses efforts pour assurer un accompagnement optimal aux populations vulnérables. Entre l'allocation de solidarité, les actions menées dans les établissements sociaux et le soutien aux initiatives citoyennes, l'État met en place une série de mesures pour répondre aux besoins des plus démunis. Depuis plusieurs années, l'opération d'aide aux familles en difficulté a évolué. Ce qui était autrefois un simple panier alimentaire est désormais remplacé par une allocation monétaire de 10 000 dinars, versée aux chefs de famille ayant formulé une demande auprès des services sociaux de la commune. "Nous avons mené des enquêtes sociales approfondies pour établir les listes des bénéficiaires, garantissant ainsi que l'aide parvienne aux personnes réellement dans le besoin", a expliqué Soumia Oulmane, directrice centrale au ministère de la Solidarité, lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale. La contribution du ministère représente 10

% du budget total alloué à cette aide, en coordination avec le ministère de l'Intérieur. Les foyers pour personnes âgées, les structures d'accueil des femmes en détresse et les centres pour l'enfance assistée bénéficient également d'une attention particulière durant ce mois. "Ces établissements sont bien plus que des lieux d'accueil, ils sont devenus des foyers pour leurs résidents", a précisé la responsable. Plusieurs initiatives sont mises en place pour recréer une atmosphère chaleureuse : concours de récitation du Coran, causeries religieuses animées par des imams et mourchidates, ainsi que des soirées de chants religieux. Dans les 32 établissements pour personnes âgées et les 102 centres pour l'enfance assistée, ces moments de partage visent à intégrer les résidents à la vie sociale et spirituelle du pays. Cette année, une grande nouveauté a été introduite : les marchés de proximité dédiés aux femmes artisanes et rurales. En partenariat avec le ministère du Commerce, ces espaces permettent aux femmes productrices de vendre leurs créations et d'obtenir une meilleure visibilité. "Nous voulons sortir ces femmes de l'anonymat et les inscrire dans une dy-

namique économique locale et nationale", a souligné Soumia Oulmane. De plus, les restaurants Iftar solidaires, soutenus par le ministère, se multiplient. Associations et bienfaiteurs se mobilisent pour offrir des repas aux personnes dans le besoin. "L'opération fonctionne parfaitement grâce à la générosité des citoyens, qui se mobilisent massivement chaque année", a-t-elle ajouté. L'action du ministère ne se limite pas à la fin du mois sacré. "Nous travaillons à pérenniser certaines initiatives, notamment pour les femmes rurales et les personnes en situation de précarité économique", a annoncé la directrice centrale. Des conventions ont été signées avec le ministère de l'Industrie afin d'aider ces femmes à commercialiser leurs produits de manière durable. Dans un pays où la solidarité est une valeur profondément ancrée, ces actions s'inscrivent dans une politique globale d'inclusion et d'accompagnement des populations fragiles. À travers ces mesures, le ministère de la Solidarité réaffirme son engagement à faire de Ramadan non seulement un mois de partage, mais aussi un tremplin vers une autonomie durable pour les plus démunis.

DESTINÉE AUX ENFANTS À DES PRIX COMPÉTITIFS

Getex lance sa nouvelle collection de vêtements

Le holding industriel textiles et cuirs "GETEX" a lancé, mardi à Alger, sa nouvelle collection de vêtements pour enfants à des prix compétitifs, en prévision de l'Aid El Fitr, avec vente par facilité sur sa plateforme numérique dédiée à cet effet. La présentation de la nouvelle collection a eu lieu au Palais de la culture, en présence du ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, du ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, du ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, et du Secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs des textiles et cuirs relevant de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre de l'Industrie a souligné l'importance de cette démarche reflétant la "forte" volonté de promouvoir et de renforcer la produit national selon une vision nationale "ambitieuse", pour le développement et l'accompagnement de l'industrie locale, tant sur le plan qualitatif que créatif, en réponse aux aspirations et aux besoins du citoyen algérien. Cette démarche illustre "le modèle de partenariat réussi entre l'industrie nationale et les domaines de la recherche et du développement", a-t-il ajouté, affirmant que les produits présentés et commercialisés sont le fruit des efforts conjoints du groupe GETEX, des experts du Groupement Algeria Corporate Universities (GACU), et de la start-up "Diar Dzair", pour présenter un produit respectant les normes requises en termes de conception, de qualité et de prix. Le ministre a également souligné la nécessité pour le Groupe public de poursuivre ses efforts en vue de renforcer ses capacités sur le marché, de contribuer à la dynamisation du réseau de sous-traitance, et d'augmenter le taux d'intégration nationale dans l'industrie des textiles et des cuirs, ce qui permettra d'apporter une valeur ajoutée réelle, et de réduire la dépendance aux importations. De son côté, le Président-directeur général (PDG) de Getex, Toufik Berkani, a affirmé que cette offre constituait une opportunité pour le groupe public de mettre en avant sa capacité à satisfaire la demande locale avec la qualité requise et le prix approprié et d'affirmer sa démarche à améliorer l'image de marque et la réputation du produit algérien dans le domaine du textile. Pour le PDG de Getex, l'offre intervient parallèlement au lancement effectif de la plateforme électronique pour la commercialisation des produits Getex, en partenariat avec la start-up "Diar Dzair". Cette plateforme permet l'achat à distance des produits du groupe, en assurant la livraison à domicile et le paiement par facilité, ajoute M. Berkani, qui a précisé que les remises seront appliquées durant le Ramadan, et ce dans le cadre de la responsabilité sociale du groupe. En marge de cet événement, le Groupe "Getex" a signé deux conventions avec le Groupe hôtellerie, tourisme et thermalisme (HTT) et le Centre algérien de développement du cinéma (CADC), ainsi qu'une troisième convention avec le groupe "Tayal" et le groupe tunisien de prêt à porter "Zen", portant sur l'échange d'expériences dans le domaine du design et du marketing.

R E.

RAMADHAN/WILAYAS DU SUD

Vif engouement pour les marchés de proximité

Les marchés de proximité ouverts à l’occasion du mois de Ramadhan dans les wilayas du Sud connaissent un vif engouement des citoyens et une abondance de divers produits de large consommation, ont constaté des journalistes de l’APS.

TISSEMSILT
Relogement de 120 familles dans de nouveaux logements

Quelque 120 familles résidant dans des habitations précaires à Ouled-Bessam (wilaya de Tissemsilt) ont été relogées, mardi, dans de nouveaux logements situés dans la même commune. Les responsables des services de la wilaya et les autorités compétentes ont supervisé l’opération de relogement de ces familles, qui vivaient dans le vieux quartier "Derb". Les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés pour cette opération, qui s’insère dans le cadre de l’effort visant à éradiquer l’habitat vétuste, et la démolition des anciennes habitations qui débutera une fois le relogement achevé. Le wali de Tissemsilt, Bouzaïd Fethi a déclaré, en marge de cette opération, qu’avant le mois de Ramadhan, d’autres familles vivant dans des habitations précaires dans la wilaya seront relogées dans des logements décents. A noter que cette opération fait suite à une autre, menée en février de cette année, qui a permis de reloger 34 familles, vivant dans des habitations précaires au quartier "Oued Namous" de la ville de Tissemsilt, dans des logements neufs dans le quartier "Snawbar" de la même commune.

A Ouargla, le marché qu’abrite la Chambre locale de l’artisanat et des métiers (CAM) attire de plus en plus de ménages, surtout ceux à faible revenu. Ce marché de solidarité "Rahma", qui regroupe plusieurs exposants venus de différentes wilayas, propose notamment des produits alimentaires, des détergents et des ustensiles traditionnels à des prix abordables. Des espaces commerciaux similaires ont été ouverts dans les daïras de Hassi-Messaoud, N’goussa, Sidi Khouiled et El-Borma, a fait savoir le directeur du commerce, Laïd Rouabah, précisant que ses services ont mobilisé des équipes de contrôle afin de veiller au respect de la réglementation commerciale et de prévenir toute flambée des prix des produits de consommation durant le mois de Ramadhan. Inauguré par les autorités locales, le marché de proximité spécial Ramadhan, implanté dans un centre commercial au chef-lieu de la wilaya de Tougourt, propose un large choix de produits alimentaires, dont des viandes rouges et blanches,

des fruits, des légumes, des vêtements et des produits d’artisanat. Appréciée par les citoyens, cette initiative vise à assurer l’approvisionnement du marché local en produits de large consommation à des prix compétitifs tout au long du mois de Ramadhan. Elle repose sur la vente promotionnelle directe du producteur au consommateur, conformément aux directives du ministère de tutelle visant à préserver le pouvoir d’achat des citoyens, a souligné le directeur du secteur, Mounir Aouiche. Pour généraliser cette initiative sur l’ensemble du territoire de la wilaya, la direction du commerce envisage l’ouverture d’autres marchés de proximité dans plusieurs communes, a-t-il poursuivi. En prévision du mois de Ramadhan, une dizaine de marchés de proximité ont été ouverts à travers la wilaya d’El-Oued, selon un plan ciblant notamment les zones rurales et enclavées. A cet effet, les responsables de la Chambre d’agriculture et le bureau de wilaya de l’Union générale des commerçants et artisans algériens (UG-

CAA) appellent les agriculteurs et commerçants à participer activement à ces espaces commerciaux afin d’exposer leurs marchandises. A Adrar, six marchés de proximité ont été ouverts dans le cadre de cette action de solidarité, permettant aux consommateurs d’acquérir divers produits à des prix raisonnables, a indiqué le directeur du secteur, Nouredine Kaabès. Par ailleurs, deux espaces commerciaux de proximité ont été inaugurés dans la wilaya d’El-Meniaa à l’occasion du mois de Ramadhan, avec la participation des producteurs, qui approvisionnent le marché local en produits agricoles, tels que des fruits, des légumes, des dattes et de la viande, entre autres. En revanche, dans la wilaya d’Illizi, les préparatifs du mois de jeûne ont été marqués par l’ouverture de quatre marchés de proximité et le déploiement d’une quinzaine d’équipes de contrôle. De plus, un marché Rahma a été ouvert dans le quartier du 1er Novembre, au chef-lieu de la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, à l’extrême sud du pays.

EL MEGHAIER

Plusieurs projets de raccordement à l’électricité et au gaz réalisés à Still

Plusieurs projets de raccordement au réseaux l’électricité et du gaz naturel ont été réalisés dans la commune de Still dans la wilaya El Meghaier, a rapporté mardi un communiqué de la direction de distribution relevant de la société algérienne de distribution d’électricité et du Gaz (Sonelgaz-distribution). Mises en service par le wali, La-redjNehila, ces opérations consistent en la réalisation de

deux transformateurs électriques, et un réseau électrique de moyenne tension (MT) et basse tension(BT) d’une longueur de 1.800 mètres linéaires, a-t-on expliqué. Ces projets de développement, qui s’inscrivent dans le cadre de l’amélioration du cadre de vie de la population locale, ont permis l’approvisionnement en électricité de 64 foyers dans cette collectivité, a indiqué le même com-

muniqué. Dans le cadre de la prise en charge des efforts de développement dans les zones reculées, quatre nouveaux transformateurs électriques ont été également installés à travers les mêmes régions, en plus de la réalisation d’un réseau d’électricité avec des lignes de moyenne (MT) et basse tension (BT), sur une distance de 6 km, a-t-on ajouté.

La concrétisation de ces projets a permis le raccordement d’un total de 190 foyers aux réseaux d’électricité, et du gaz naturel, a-t-on détaillé. Ces opérations interviennent dans le cadre d’une série de réalisations similaires concrétisées par la même direction cette année dans la wilaya d’El Meghaier, dans l’objectif d’améliorer le service public, selon la même source.

MASCARA

Organisation d’une journée d’étude sur l’assurance qualité dans le secteur du bâtiment

Une rencontre consacrée au thème de l’assurance qualité dans le secteur du bâtiment, à la lumière des nouvelles normes techniques algériennes, a été organisée, mardi au Palais des Congrès "Emir Khaled" du chef-lieu de la wilaya de Mascara. Cette rencontre, initiée par la Chambre de commerce et de l’industrie "Beni Chougrane" de la wilaya, en collaboration avec l’usine de ciment "Lafarge" d’Oggaz (Mascara), a regroupé plusieurs opérateurs du secteur de la construction, des responsables de bureaux d’études, des architectes, ainsi que des représentants d’organismes et d’établissements relevant du secteur de l’habitat de la wilaya.

Des étudiants du département d’architecture de l’Université "Mustapha Stambouli" de Mascara étaient également présents. Dans son allocution, la directrice de la Réglementation et des Affaires générales de la wilaya (DRAG), BoumansouraJaouida, a souligné l’importance du respect strict des exigences et des avancées scientifiques et technologiques en matière de qualité du bâtiment. Elle a également mis l’accent sur la nécessité de renforcer l’efficacité de la communication entre les différents intervenants à toutes les étapes du projet. En outre, elle a exhorté les acteurs du secteur du bâtiment, notamment ceux en charge du contrôle, à identifier les

risques liés aux chantiers et à s’assurer du respect des normes d’ingénierie, de construction, de sécurité, de santé et d’environnement. Elle a également insisté sur l’importance de surveiller les outils et techniques de contrôle de la qualité des bâtiments, notamment par le biais d’inspections utilisant des équipements électroniques, des installations spécifiques et des analyses en laboratoire. De son côté, l’ingénieur Thabti Mohamed Nasreddine a rappelé que l’Etat a adopté, depuis 2023, une série de nouvelles réglementations visant à garantir la qualité du bâtiment. Il a cité, entre autres, les normes techniques algériennes désormais appli-

quées à tous les projets de logements ainsi qu’aux infrastructures routières et aux ouvrages d’art, qui ont démontré, a-t-il affirmé, "une grande efficacité, notamment en matière de qualité technique". Laalam Mustapha, enseignant de génie civil à l’Université "Mustapha Stambouli" de Mascara a, quant à lui, souligné que l’Etat a mis en place, l’année dernière, un nouveau système algérien de normes parasismiques. "Cet instrument technique représente une mise à jour complète de l’ancien système et a été élaboré par une équipe spécialisée d’architectes et de chercheurs algériens, en s’appuyant sur des études sismiques récentes", a-t-il fait savoir.

Les assureurs abandonnent les propriétaires face au risque d'incendie, mais investissent dans les grandes compagnies pétrolières

Ces entreprises ont investi 500 milliards d'euros dans les combustibles fossiles, alimentant ainsi la crise qui les a amenées à se débarrasser de milliers de propriétaires. Les gigantesques incendies de Los Angeles, causés par le changement climatique, ont été dévastateurs pour des milliers de propriétaires et de locataires déplacés dont les habitations ont été endommagées ou détruites. Le coût total de la catastrophe n'est pas encore connu, mais il atteindra certainement des dizaines de milliards de dollars.

1^{ère} partie

Par Derek Seidman (*) (*)

Les incendies ont une fois de plus mis en lumière la crise croissante du secteur de l'assurance aux États-Unis. La multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes participe à la montée en flèche des primes d'assurance pour les propriétaires, tandis que les assureurs se retirent en masse de régions entières du pays, dont la Californie. Le système d'assurance habitation vacille. Pourtant, malgré le rôle évident de l'industrie des combustibles fossiles dans l'intensification des phénomènes météorologiques extrêmes qui bouleversent l'assurance habitation de millions de personnes et réduisent les bénéfices de l'industrie, les compagnies d'assurance continuent de souscrire des contrats et d'investir dans les combustibles fossiles. En Californie, les principaux assureurs, comme State Farm, qui suscite la colère des Angelenos [nom donné aux habitants de LA, NdT], détiennent des milliards de dollars dans le secteur du pétrole et du gaz et figurent parmi les principaux actionnaires de géants pétroliers comme ExxonMobil et Chevron. En parallèle, ils refusent de renouveler des milliers de polices d'assurance dans tout l'État, y compris, l'année dernière, dans le quartier de Pacific Palisades, au cœur des incendies. Les assureurs de combustibles fossiles confrontés à des pertes et fuyant les marchés sont désormais une vieille histoire qui se reproduit à chaque nouvel événement climatique extrême. « Le secteur des assurances a la possibilité de réduire immédiatement son exposition à l'expansion des combustibles fossiles », a déclaré à Truthout Risalat Khan, stratège principal d'Insure Our Future, un think tank axé sur les liens

entre le secteur des assurances et la crise climatique. « Mais plutôt que de le faire, ils continuent à jouer sur les deux tableaux. »

Combustibles fossiles, conditions météorologiques extrêmes et crise de l'assurance

De l'avis général, le changement climatique contribue à l'augmentation et à l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui est la source mondiale la plus fiable sur l'impact du changement climatique, a conclu comme un « fait établi que les « émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine » ont augmenté la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes. Le GIEC a également conclu, avec un « degré de confiance élevé », que les conditions météorologiques engendrant des incendies « deviendront plus fréquentes dans certaines régions en cas de niveaux plus élevés de réchauffement climatique ». Une étude scientifique récente a révélé que la fréquence des « événements extrêmes [d'incendies de forêt] » a été multipliée par 2,2 entre 2003 et 2023, les sept dernières années comprenant les six années les plus extrêmes. Selon les Nations Unies, le principal moteur du changement climatique est tout aussi incontestable : la combustion de combustibles fossiles dont les émissions réchauffent et polluent l'atmosphère, représentant « plus de 75 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre et près de 90 % de l'ensemble des émissions de dioxyde de carbone ». La multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les incendies de forêt, les inondations et les

ouragans, provoque une crise existentielle du secteur de l'assurance habitation et des biens. Ne voulant pas ou ne pouvant pas à la fois assurer les propriétaires confrontés à des événements climatiques extrêmes et réaliser des bénéfices suffisants, les compagnies d'assurance augmentent de plus en plus les montants des primes ou se retirent complètement de certaines régions. Le changement climatique n'est pas le seul moteur de cette crise du secteur de l'assurance, mais il pourrait en être le facteur principal. Un rapport récent d'Insure Our Future a révélé : « Plus d'un tiers des pertes assurées liées aux conditions météorologiques au cours des deux dernières décennies, soit un total de 600 milliards de dollars, peuvent être attribuées au changement climatique, et la part des pertes assurées dues au changement climatique est passée de 31 % à 38 % en moyenne au cours de la dernière décennie. »

Le secteur de l'assurance soutient les combustibles fossiles

Pourtant, de nombreuses compagnies d'assurance restent déterminées à soutenir leur propre fossoyeur, à savoir l'industrie des combustibles fossiles, en tant qu'assureurs et investisseurs. L'industrie des combustibles fossiles ne pourrait pas poursuivre ses activités habituelles et son expansion continue, sans les services essentiels que les compagnies d'assurance fournissent en assurant tout ce qui va de la construction d'oléoducs à la construction d'installations d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL).

Un rapport publié en 2023 par Insure Our Future estime qu'une petite poignée de géants de l'assurance – dont AIG, Chubb et Liberty Mutual – ont

perçu environ 2,6 milliards de dollars au titre de l'assurance des combustibles fossiles au titre de l'année 2022. Un rapport publié en 2024 par Public Citizen et Rainforest Action Network montre comment les principaux assureurs soutiennent largement le boom des exportations de GNL sur la côte du golfe du Mexique.

En outre, les assureurs ne se contentent pas d'assurer les activités de l'industrie des combustibles fossiles. Ils investissent massivement dans ce même secteur. Une grande partie du modèle d'entreprise du secteur de l'assurance consiste à reconditionner une grande partie des primes globales qu'ils perçoivent de leurs clients sous forme de liquidités à investir dans des instruments financiers tels que les actions et les obligations.

Les principaux assureurs, comme State Farm, détiennent des milliards de dollars dans le pétrole et le gaz et figurent parmi les principaux actionnaires de géants pétroliers comme ExxonMobil et Chevron, alors même qu'ils refusent de renouveler des milliers de polices d'assurance.

Les compagnies d'assurance ne sont pas non plus des investisseurs mineurs. Ce sont d'énormes institutions financières aux multiples facettes et, avec plus d'un demi-milliard de dollars investis dans les combustibles fossiles, elles ont des intérêts majeurs dans les mêmes compagnies pétrolières et gazières qu'elles garantissent, alimentant ainsi les conditions météorologiques extrêmes qui provoquent une crise dans leur propre secteur d'activité.

Khan parle d'un « cercle vicieux » dans lequel les assureurs « aggravent le problème en investissant et en souscrivant à l'expansion des combustibles fossiles, bien qu'ils soient exposés au risque de devoir payer ces pertes ».

Khan a expliqué à Truthout que les assureurs agissent de la sorte en partant du principe qu'ils peuvent réduire leurs risques en ne renouvelant pas les polices ou en augmentant les primes. « Ils aggravent le risque et font ensuite payer davantage pour ces risques, ou les retiennent de leurs bilans, » a-t-il déclaré. Selon Khan, cela « pousse le système dans son ensemble vers ces points de basculement où nous ne pouvons plus gérer ces risques et où les gens n'ont pas l'argent nécessaire pour payer ces coûts ».

La crise de l'assurance en Californie

Ces dynamiques plus larges se manifestent dans les incendies catastrophiques de Los Angeles et, plus généralement, dans l'augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes en Californie.

(A suivre)

EGYPTE

Attijariwafa Bank obtient 20 millions \$ pour renforcer son capital et soutenir les PME

La filiale égyptienne de la banque marocaine Attijariwafa Bank, a obtenu un prêt de 20 millions de dollars de la Société financière internationale (SFI). L'annonce a été faite le lundi 24 février. Octroyé sous forme de dette subordonnée de catégorie Tier 2, ce financement devrait renforcer la base de capital d'Attijariwafa Bank Egypt. Ce qui permettra d'accroître sa capacité de prêts en particulier en faveur des PME. Le financement qui sera accompagné d'une assistance technique de la SFI, permettra également à la banque de développer son portefeuille de financement climatique, en particulier les projets d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable, conformément à la stratégie égyptienne sur le changement climatique (NCCS).

BANQUE MONDIALE

Prévision d'une croissance de 3,4 % des économies du Golfe en 2025

La Banque mondiale prévoit une croissance économique de 3,4 % pour les pays du Golfe en 2025, avec une hausse à 4,1 % en 2026. Pour l'ensemble de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, la croissance devrait atteindre 3,3 %.

Osmane Dione, vice-président de la Banque mondiale pour la région MENA, a indiqué que les perspectives économiques de la région restent positives, bien que la dynamique de croissance varie entre les pays producteurs et importateurs de pétrole. Dans une déclaration à l'Agence de presse des Émirats (WAM), en marge du Sommet mondial des gouvernements à Dubaï, il a souligné que les économies du Golfe bénéficient d'une position solide grâce à leurs efforts de diversification économique, tandis que d'autres pays font face à des défis liés aux conflits et à l'instabilité. Il a affirmé que la diversification économique constitue un moteur clé du développement dans la région, tant pour les pays producteurs que non producteurs de pétrole, et que la stabilité demeure un facteur fondamental pour stimuler la croissance. La paix et la sécurité sont des éléments cru-

ciaux pour favoriser le développement économique. Dione a insisté sur le fait que la Banque mondiale reconnaît l'importance de la stabilité pour renforcer la croissance et que l'amélioration des conditions de paix dans la région offrirait des opportunités accrues pour une expansion économique durable. Il a également souligné que les investissements dans les secteurs non pétroliers confèrent aux pays du Golfe un avantage concurrentiel par rapport à ceux confrontés à des conflits et à des défis liés à l'instabilité. Par ailleurs, il a évoqué le protocole d'accord signé entre la Banque mondiale et l'Initiative Mohamed bin Zayed pour l'eau, soulignant que ce partenariat vise à relever les défis de la sécurité hydrique dans la région et au-delà. Il a rappelé que l'eau n'est pas seulement une ressource vitale, mais aussi un moteur essentiel de la croissance

économique, nécessitant des solutions novatrices face à la rareté croissante de cette ressource dans la région MENA. Dione a identifié quatre enjeux majeurs liés à l'eau dans la région : les inondations qui endommagent les infrastructures, les sécheresses causées par la pénurie d'eau, la pollution des ressources hydriques et les pertes importantes dues aux fuites et à une gestion inefficace. Il a mis en avant l'importance de l'adoption généralisée des technologies de dessalement, soulignant que la région MENA produit environ 55 % de l'eau dessalée dans le monde. Cependant, il a insisté sur la nécessité d'explorer d'autres solutions, telles que la réutilisation des eaux usées, l'amélioration de la gestion des ressources hydriques et l'utilisation de l'intelligence artificielle et des technologies modernes pour détecter les fuites et optimiser les systèmes d'irrigation intelligents.

ARABIE SAOUDITE

Les exportations hors hydrocarbures ont augmenté de 17,3 % au 4^e trimestre

L'Arabie saoudite a enregistré un excédent commercial de 44,89 milliards de SR (11,97 milliards de dollars) au quatrième trimestre 2024, grâce à une hausse de 17,3 % en glissement annuel des exportations non pétrolières, selon des données officielles. Selon l'Autorité générale des statistiques, les exportations non pétrolières du Royaume au quatrième trimestre ont atteint 82,05 milliards de SR, contre 69,97 milliards de SR à la même période en 2023. Les exportations non pétrolières, à l'exclusion des réexportations, ont augmenté de 8,2 pour cent, tandis que les marchandises réexportées ont fait un bond de 47,3 pour cent. Bien que l'excédent commercial de l'Arabie saoudite ait augmenté au quatrième trimestre, il est resté infé-

rieur de 52,4 % à celui de l'année précédente, les exportations de pétrole ayant chuté de 13,3 %, conformément à l'accord de réduction de la production conclu par l'OPEP. L'augmentation des exportations non pétrolières souligne les progrès des efforts de diversification économique du Royaume, qui visent à transformer le paysage fiscal de la nation et à réduire la dépendance à l'égard des revenus du pétrole. S'exprimant lors de la Conférence mondiale sur l'investissement en novembre, le ministre saoudien de l'économie et de la planification Faisal Al-Ibrahim a déclaré que les activités non pétrolières avaient atteint 52 % du produit intérieur brut du Royaume. "Le ratio des exportations non pétrolières (y compris les réexportations)

par rapport aux importations a augmenté pour atteindre 35,2 % au quatrième trimestre 2024, contre 34,7 % au quatrième trimestre 2023. Cela est dû à une augmentation de 17,3 pour cent des exportations non pétrolières et à une augmentation de 15,5 pour cent des importations au cours de cette période", a déclaré GASTAT. Les exportations non pétrolières du Royaume ont été dominées principalement par les produits chimiques, qui ont représenté 25,8 pour cent de l'ensemble des expéditions sortantes. GASTAT a ajouté que les produits en plastique et en caoutchouc représentaient 22,4 % du total des expéditions non pétrolières. Malgré une augmentation des expéditions de biens non pétroliers, les

exportations globales de marchandises de l'Arabie saoudite ont diminué de 6,1 % en glissement annuel au quatrième trimestre, atteignant 277,93 milliards de SR, en raison d'une baisse de 13,3 % des exportations de pétrole. Le pourcentage des exportations de pétrole par rapport aux exportations totales a diminué de 76,4 % au quatrième trimestre 2023 à 70,5 % au quatrième trimestre 2024. La Chine était le plus grand partenaire commercial de l'Arabie saoudite au quatrième trimestre, le Royaume envoyant des marchandises d'une valeur de 40,88 milliards de SR à la nation asiatique. L'Arabie saoudite a également envoyé des marchandises d'une valeur de 27,35 milliards de SR au Japon et de 26,68 milliards de SR à l'Inde au

quatrième trimestre de l'année dernière. Selon le rapport GASTAT, les importations globales du Royaume ont augmenté de 15,5 % en glissement annuel au quatrième trimestre, atteignant 233,04 milliards de SR. L'Arabie saoudite a reçu des marchandises d'une valeur de 59,66 milliards de SR de la Chine, suivie par les États-Unis (21,07 milliards de SR) et les Émirats arabes unis (12,63 milliards de SR). Le port maritime King Abdulaziz de Dammam a été le principal point d'entrée des marchandises au quatrième trimestre, l'installation traitant des produits d'une valeur de 66,19 milliards de SR, soit 28,4 pour cent de l'ensemble des expéditions entrantes. Par ailleurs, les exportations non pétrolières ont augmenté de 18,1 % en décembre 2024.

MAROC

Normalisation sans limites avec l'entité sioniste et cap sur la répression

Le régime marocain poursuit l'approfondissement de ses relations avec l'entité sioniste, ignorant les crimes quotidiens contre le peuple palestinien et défiant la volonté populaire opposée à cette trahison. Bien au-delà des accords officiels, cette alliance contre-nature s'étend désormais à tous les secteurs, tandis que la répression s'abat sur ceux qui osent s'y opposer. Alors que de nombreuses nations prennent position contre l'occupation, le Makhzen, lui, persiste dans son alignement avec l'entité criminelle, bafouant les principes éthiques et historiques, et tournant le dos à une cause juste qui incarne la conscience des peuples. Face à cette compromission flagrante, le Front marocain de soutien à la Palestine et contre la normalisation a vivement dénoncé l'entêtement du régime à renforcer ses liens avec l'entité sioniste, tout en réprimant féroce les militants pro-palestiniens. Dans un commu-

niqué rendu public mardi, son Conseil national a souligné que "l'Etat marocain persiste dans la voie de la normalisation malgré les crimes (sionistes) de génocide et de purification ethnique avérés et confirmés par la Cour internationale de Justice et la Cour pénale internationale". Le communiqué met en lumière la nature désormais structurelle de cette collaboration, affirmant que "le Maroc ne se contente plus de relations diplomatiques formelles, mais devient un acteur à part entière du projet sioniste". Des navires chargés de marchandises et d'armes en provenance et à destination de l'entité sioniste accostent librement dans les ports marocains, alors que d'autres nations refusent de les accueillir. Pendant ce temps, des foires économiques ouvrent leurs portes aux criminels de guerre, au mépris total des sentiments de millions de Marocains qui perçoivent cette normalisation comme une honte

nationale. Pire encore, le régime ne se limite pas à cette dérive diplomatique : il traque impitoyablement toute voix dissidente. Comme l'a souligné le Front, "le Makhzen agit comme si l'allégeance aux sionistes était devenue une condition de patriotisme". Arrestations arbitraires, procès inéquitables et harcèlement incessant des militants antinormalisation sont devenus monnaie courante, de nombreux défenseurs de la cause palestinienne étant emprisonnés pour avoir simplement appelé au boycott ou exprimé leur rejet de ces relations compromettantes. L'arrestation récente du militant Redouane El Qasstit et de ses compagnons illustre parfaitement cette répression systématique. Alors que le pouvoir ouvre grand ses portes aux criminels sionistes et leur accorde des privilèges inouïs, il s'acharne sur les citoyens engagés dans la défense d'une cause juste, révélant ainsi l'hypocrisie flagrante

qui gouverne ses décisions. Face à cette situation inacceptable, la contestation ne faiblit pas. Lundi, le tribunal de première instance de Tanger (Nord) a été le théâtre d'une imposante manifestation rassemblant militants des droits humains, avocats et citoyens solidaires, venus exprimer leur rejet du procès inique intenté contre Redouane El Qasstit et condamner la politique de musellement des voix dissidentes. Les manifestants ont brandi les portraits du militant emprisonné et scandé des slogans contre la répression, dénonçant un verdict qui ne fait que consacrer l'autoritarisme et transformer la justice en simple instrument au service du pouvoir. Les défenseurs des droits humains ont affirmé que le Makhzen ne se contente plus de normaliser avec l'entité sioniste : il cherche désormais à imposer cette trahison par la force, croyant à tort que l'intimidation fera taire les consciences.

CÔTE D’IVOIRE

Le port d’Abidjan affiche 1,6 million EVP en 2024, presque le double de 2022

La mise en service du 2e terminal à conteneurs du port d’Abidjan en novembre 2022 a notamment boosté les volumes de fret conteneurisé, qui ont doublé depuis lors. La plateforme ivoirienne reste ainsi dans la course à la performance portuaire observée dans la région ouest-africaine, et plus globalement sur le continent.

Les derniers chiffres dévoilés par Hienyacouba SIÉ, le Directeur général du port d’Abidjan, montrent que les volumes de conteneurs manutentionnés sont passés de 840 926 EVP en 2022 à 1,6 million d’EVP en 2024. Cette performance a participé à la hausse de plus de 15% du trafic global en glissement annuel, qui a atteint 40 millions de tonnes, contre 34,7 millions en 2023. Cette embellie est entre autres portée par l’opérationnalisation en novembre 2022 de « Cote d’Ivoire Terminal », le second terminal à conteneurs disposant d’une capacité annuelle de 1,5 million d’EVP et d’un tirant d’eau de 16 mètres lui permettant de recevoir de plus gros navires. La plateforme a ainsi pu accueillir le porte-conteneurs MSC ALIYA, d’une capacité de 14,300 EVP. Le fait que son développement et son exploitation ont été confiés au

groupe AGL, anciennement Bollore AfricaLogistics et filiale de l’armateur MSC, est aussi un atout susceptible de booster le trafic, les compagnies maritimes ayant tendance à privilégier les ports où leurs filiales sont manutentionnaires ou consignataires. Ce niveau de trafic rapproche par ailleurs le port d’Abidjan des leaders ouest-africains du fret conteneurisé que sont Lomé avec 1,91 million d’EVP en 2023 et Tema (1,9 millions d’EVP en 2024). Des plateformes où AGL et MSC sont aussi les principaux opérateurs.

Une rude concurrence en perspective

Ceci présage d’une rude concurrence les années à venir, d’autant plus que des travaux d’extension sont en cours pour porter les capacités respectivement à 3,7 millions d’EVP à Tema et

2,7 millions d’EVP à Lomé. A cela s’ajoutent des investissements au Nigeria pour restructurer l’écosystème portuaire. Le pays dispose depuis janvier 2023 d’un nouveau port en eau profonde affichant 2,5 millions d’EVP à Lekki (en périphérie de Lagos), alors que ses principales plateformes comme Apapa et Tin Can Island multiplient les réformes pour rompre avec la congestion qui plombe leur trafic et profite aux ports voisins tels que ceux de Lomé et de Cotonou. Il faut noter que le Nigeria concentre une bonne partie du trafic sous-régional, à cause de son niveau de consommation très élevé porté par la taille de sa population. Des multinationales comme APM Terminals, filiale de Maersk, ainsi que des groupes chinois sont les principaux acteurs de ce marché.

NIGERIA

Les sociétés locales participent de plus en plus à la production pétrolière

Au Nigeria, plusieurs compagnies étrangères ont cédé certains de leurs actifs à des sociétés locales en 2024, notamment dans le périmètre onshore. Des transactions qui confèrent un rôle de plus en plus important à ces entreprises dans l’atteinte des objectifs de production du pays cette année. Au Nigeria, plus de 50% de la production pétrolière nationale serait désormais du fait de sociétés locales, selon des propos attribués par plusieurs médias à Tony Elumelu, président de la société pétrolière Heirs Energies. Il aurait fait cette déclaration en marge d’un événement rassemblant plusieurs dirigeants de l’industrie pétrolière nigériane. Elumelu attribue cette nouvelle tendance aux cessions d’actifs pétroliers faites par les compagnies internationales au profit de sociétés du pays en 2024. Des décisions qui seraient principalement motivées par les difficultés opérationnelles rencontrées par ces compagnies sur le segment onshore nigérian, qui connaît des actes de vandalisme dans le Delta du Niger ainsi que des préoccupations environnementales. Eni, qui a désormais mis le cap sur le périmètre offshore, a ainsi vendu sa filiale Agip OilCompany (NAOC) à la société nigériane Oando Plc. Il en est de même pour la major Exxon-Mobil qui a cédé sa filiale Mobil Producing Nigeria Unlimited (MPNU) à SeplatEnergy Plc, laquelle devrait en profiter pour doubler sa capacité de production à environ 120 000 barils/jour. La société énergétique norvégienne Equinor s’est de son côté retirée du secteur pétrolier nigérian l’année dernière, après avoir vendu ses actifs à l’entreprise pétrolière locale Chappal Energies. Pour rappel, la production pétrolière totale du Nigeria était d’environ 1,7 million de barils/jour en janvier. Alors que le gouvernement ambitionne de la porter à au moins 2,06 millions de barils/jour en 2025, les sociétés locales pourraient jouer un grand rôle dans la concrétisation de cet objectif. Les prochains mois seront déterminants pour mieux évaluer leur capacité à relever les défis opérationnels mis en cause par les compagnies étrangères, tout en soutenant la production de brut au Nigeria.

POUR SOUTENIR L’IRRIGATION

Burkina Faso obtient 20 millions \$ du Koweït

Au Burkina Faso, comme dans la majorité des pays du Sahel, le climat semi-aride constitue un sérieux défi pour le développement du secteur agricole. Dans le cadre de sa politique de souveraineté alimentaire, le gouvernement intensifie les efforts en faveur de l’irrigation agricole. Le Burkina Faso vient de négocier l’obtention d’un prêt de 20 millions \$ auprès du Fonds koweïtien pour le développement économique arabe (FKDEA). Dans un communiqué publié le 24 février sur sa page Facebook, le ministère de

l’Économie et des Finances indique que cette enveloppe est dédiée au financement d’un projet d’aménagement de 2000 hectares de zones irriguées à Sono Kuri dans la province de la Kossi. Une fois opérationnel, ledit projet, dont le coût total de réalisation est évalué à 59 millions \$, devrait soutenir la production de 40 000 tonnes de produits agricoles parmi lesquelles figurent le riz, le maïs, l’oignon, la tomate, la pomme de terre, le haricot vert et la banane. « À terme, le projet devrait créer près de 8 000 emplois directs pour

les jeunes et les femmes, ainsi que des milliers d’emplois indirects. Il s’inscrit dans les orientations stratégiques du Burkina Faso, notamment l’atteinte de la souveraineté alimentaire et la recherche de voies innovantes pour une croissance forte et inclusive à travers des modes de consommation et de production durables », peut-on lire dans le communiqué. Cette initiative fait partie des efforts destinés à renforcer une irrigation agricole encore sous-exploitée. C’est dans cette optique que le Conseil des ministres a approuvé

le 12 février dernier un accord de financement de 144 millions \$ de l’Association Internationale de Développement (IDA) destiné à financer le Projet de Sécurité de l’Eau au Burkina Faso (PSE-BF) sur une période de 6 ans. Un peu plus tôt, en janvier, le Comité de pilotage du Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l’Ouest (PRSA-BF) avait déjà, par exemple, annoncé son intention d’injecter plus de 23,6 millions \$ dans la réalisation de projets axés sur l’aménagement de périmètres irrigués, de bas-fonds

et de jardins maraîchers en 2025. Selon les données officielles, le Burkina Faso dispose d’un potentiel de plus de 233 500 hectares de terres irrigables pouvant servir à la culture du riz. Sur ce total, la FAO rapporte que moins de 5 % des superficies irrigables sont mises en valeur. En attendant des améliorations dans le secteur, l’appareil productif, qui pratique principalement l’agriculture pluviale, doit faire preuve de résilience pour faire face aux aléas climatiques, en l’occurrence la sécheresse.

PRODUCTION D’OR

Le Soudan est repassé devant le Mali

La production nationale d’or a décliné de manière notable au Soudan en 2022 et en 2023. Une situation qui avait vu le Mali passer devant sur ce segment, lors de ces deux années consécutives. En 2024, la production d’or du Soudan a augmenté de 88% par rapport à 2022, s’établissant à 65 tonnes. Cette information attribuée à la Sudanese Mineral Resources Company par Bloomberg, montre un regain de performance pour la filière aurifère de ce pays d’Afrique du Nord, qui en profite pour repasser devant le Mali.

Après avoir chuté à 34,5 tonnes en 2022 contre 85 tonnes en 2021, la production soudanaise avait en effet continué à décliner en 2023, tombant à 23,2 t principalement à cause de la guerre civile qui a freiné les activités dans le pays. À l’inverse, la production malienne a grimpé à 72,2 tonnes en 2022, contre 69,9 t en 2021, avant de s’établir à 66,5 t en 2023. L’exercice 2024 l’a toutefois vu repasser sous la barre des 60 tonnes pour la première fois en trois ans, tombant à 58 tonnes dont 6 attribuées aux mines artisanales. La production soudanaise intègre aussi

celle artisanale qui aurait atteint 53 tonnes, tandis que les mines industrielles ont contribué de 12 tonnes. Il faut toutefois notifier que ces chiffres sont sujets à caution, en raison de la récurrence des activités de contrebande alimentées par la guerre. Il en est de même au Mali où l’apport de la filière artisanale est encore sous-évalué. Plusieurs rapports estiment en effet que ce segment produit annuellement entre 30 et 57 tonnes d’or. Pour l’heure, aucun des deux pays n’a encore annoncé ses prévisions pour 2025. Leurs perspectives de production aurifère pourraient à nouveau se heurter à des

obstacles. Au Soudan par exemple, les contraintes sécuritaires et systémiques liées au conflit en cours pourraient possiblement peser dans la balance. Du côté du Mali, les yeux sont actuellement rivés sur le litige entre Barrick Gold et le gouvernement. Un contentieux qui a notamment entraîné la suspension des activités du complexe de Loulo-Gounkoto, la plus grande mine d’or du pays et la deuxième d’Afrique en termes de production en 2024. Cette année-là, elle a représenté environ 35% de la production aurifère totale d’or du Mali.

PLOMBÉ PAR UNE RENTABILITÉ EN CHUTE LIBRE

Stellantis replonge en bourse

Le constructeur automobile a livré des résultats en très forte baisse au titre de son exercice 2024, plombés par ses importants stocks aux États-Unis. Pour 2025, le constructeur issu de la fusion entre PSA et Fiat Chrysler table sur une marge opérationnelle courante "à un chiffre en milieu de fourchette". L'action souffre à la Bourse de Paris.

Stellantis met un point final à un exercice 2024 qui a constitué une véritable "annus horribilis" pour le constructeur automobile aux quatorze marques. En raison de ses stocks élevés aux États-Unis et d'importantes pertes de parts de marché, les volumes et la rentabilité de la société se sont effondrés.

Stellantis avait même été contraint de passer un lourd avertissement sur résultats et son directeur général, Carlos Tavares, autrefois réputé pour son exécution sans faille, a démissionné fin novembre. En conséquence, l'action Stellantis a plongé de plus de 40% en 2024. Les résultats annuels publiés par l'entre-

prise, ce mercredi 26 février, portent les stigmates de cette année ô combien difficile. Chiffre parlant: sur l'ensemble de 2024, le bénéfice net de l'entreprise s'est effondré de 70% à 5,52 milliards d'euros, contre 18,6 milliards d'euros en 2023. Sur le seul second semestre 2024, Stellantis accuse même une perte nette de 127 millions d'euros, à comparer avec un bénéfice de 7,7 milliards sur la seconde partie de 2023. Le bénéfice net a notamment été grevé, par une nouvelle provision de 768 millions d'euros liée à la campagne de rappels sur les airbags Takata. Stellantis a, surtout, été lourdement pénalisé par la chute de ses volumes qui ont reculé de 753.000 unités en 2024, soit une baisse de 12% sur un an. En Amérique du

Nord, le marché le plus important et le plus rentable du groupe, les volumes ont plongé de 25%. Les revenus de la société se sont établis à 156,9 milliards d'euros en baisse de 17% par rapport à 2023, avec des replis de 27% en Amérique du Nord et de 11% en Europe. À eux seuls, les volumes et le "mix" (la répartition des ventes selon les modèles plus ou moins rentables) ont retranché 28,7 milliards d'euros de revenus (ou 15 points de pourcentage) par rapport à 2023. Le résultat opérationnel courant a plongé de 64% sur un an à 8,65 milliards d'euros. La marge opérationnelle courante s'est ainsi effondrée, s'inscrivant à 5,5% contre 12,8% en 2023.

APRÈS UNE SALVE DE RÉSULTATS L'Europe ouvre en hausse

Les principales Bourses européennes progressent mercredi à l'ouverture, les marchés réagissant à la publication de nombreux résultats avant la publication des chiffres de Nvidia. À Paris, le CAC 40 se hisse de 0,73% à 8.109,89 points vers 08h05 GMT. Le Dax à Francfort se renforce de 0,75%, tandis que le FTSE à Londres progresse de 0,62%. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 prend 0,46%, l'EuroStoxx 50 0,68% et le Stoxx 600 0,49%. Les chiffres de Danone (+1,7%), Stellantis (-3,9%), ASM International (-0,5%) ou encore AB Inbev (suspendu et indiqué en hausse de 8%) animeront les indices mercredi. La saison des résultats se déroule mieux qu'espéré par les observateurs, contribuant à la performance des actifs risqués en Europe. "Les bons chiffres du quatrième trimestre ont eu un impact positif sur les prévisions de béné-

fices pour cette année", constatent les analystes de BofA, qui rappellent que la croissance des bénéfices par action (BPA) pour le Stoxx 600 atteint 3%, contre 1% attendu par le consensus. "Les prévisions de BPA pour 2025 ont été revu à la hausse sur quatre semaines consécutives, alimentant le rallye sur les actions européennes". Les marchés espèrent par ailleurs qu'un accord de cessez-le-feu entre la Russie et l'Ukraine pourrait être bientôt trouvé, Washington et Kyiv étant convenus des termes d'un projet d'accord sur les terres rares ukrainiennes jugé crucial pour obtenir le soutien des États-Unis. Les chiffres de Nvidia, attendus après la clôture de Wall Street, pourraient rendre les investisseurs prudents sur les valeurs technologiques.

Les incertitudes économiques américaines pèsent sur les Bourses mondiales

Les marchés boursiers mondiaux ont été lestés mardi par les inquiétudes sur l'état de santé des consommateurs américains et les incertitudes sur la politique commerciale des États-Unis, alors que Donald Trump a réitéré ses promesses de droits de douane sur le Canada et le Mexique. A Wall Street, le Dow Jones, seul indice dans le vert, a gagné 0,37% tandis que l'indice Nasdaq a lâché 1,35% et l'indice élargi S&P 500 a reculé de 0,47%. En Europe, la Bourse de Paris a perdu 0,49%, tandis que Francfort (-0,07%) et Londres (+0,11%) ont fini à l'équilibre. Selon des données partagées par l'association professionnelle Conference Board, la confiance des consommateurs a fondu en février, perdant

sept points en un mois, bien plus qu'attendu. Depuis le retour à la Maison Blanche de Donald Trump, il s'agit du second indice soulignant des inquiétudes chez les consommateurs américains, notamment à propos d'une reprise de l'inflation. Vers 22h40 GMT, les taux d'intérêt de l'emprunt d'État américain à dix ans reculaient à 4,29%, contre 4,40% la veille en clôture. Sur deux ans, ils étaient à 4,09%, contre 4,17% lundi soir. Les investisseurs délaissent en revanche le bitcoin, valeur risquée, qui chutait à 88.586 dollars, glissant sous la barre des 90.000 dollars pour la première fois depuis mi-janvier. La monnaie unique européenne prenait 0,43% face au billet vert, à 1,0514 dollar pour un euro.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 25 Février 2025 Valeur : 27 Février 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.7058	134.7208
1	EUR	EURO	140.8349	140.8775
1	GBP	POUND STERLING	169.9543	170.0162
100	JPY	JAPANESE YEN	90.1344	90.1504
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5448	18.5482
1	CHF	SWISS FRANC	150.1737	150.2742
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.4310	94.4614
1	DKK	DANISH KRONE	18.9005	18.9037
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.6520	12.6551
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.1166	12.1211
1	AED	UAE DIRHAM	36.6746	36.6837
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.9215	35.9275
1	KWD	KUWAITI DINAR	436.5062	436.8379
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.2592	42.6839
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5277	13.5292
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.3575	27.4980
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3736	3.3841
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.8888	176.8888

MARCHÉS EN ASIE

La tech se reprend à Hong Kong, le bitcoin reste sous pression

Les Bourses d'Asie reculaient mercredi sur fond d'incertitudes sur la politique commerciale américaine, à l'exception notable d'un vigoureux rebond des valeurs tech à Hong Kong, tandis que le bitcoin continuait de voir son éclat se ternir, ayant perdu 10% en deux jours. A la Bourse de Tokyo vers 02h30 GMT, l'indice vedette Nikkei abandonnait 1,13% à 37.806,19 points et l'indice élargi Topix 1,05% à 2.696,05 points. La

Bourse de Séoul était à l'équilibre (+0,03%) et Sydney reculait de 0,30%. 02h30 GMT, elle cédait 0,11% à 149,21 yens, mais restait au-dessus du seuil symbolique des 150 yens. Le billet vert était pénalisé par la baisse soudaine des taux obligataires américains. Le bitcoin baissait de 0,06% vers 02h30 GMT, continuant de s'enfoncer sous la barre des 90.000 dollars: la plus capitalisée des cryptomonnaies a perdu environ 10% de sa valeur

depuis lundi soir. Les actifs numériques avaient initialement bénéficié des promesses de Donald Trump, qui s'était érigé en fervent défenseur du secteur: la perspective d'une régulation plus favorable et de la création d'une réserve américaine stratégique de bitcoin avaient propulsé cette crypto à un sommet record en janvier. A l'inverse, valeur refuge par excellence, l'or s'est hissé récemment à des records. Il grim-

pait mercredi de 01,14% à 2.919 dollars l'once. A la Bourse de Hong Kong vers 02h30 GMT, l'indice vedette Hang Seng bondissait de 2,44% à 23.595,26 points. L'indice composite de Shanghai montait de 0,38% et celui de Shenzhen de 0,34%. La place hongkongaise était revigorée par le solide rebond des valeurs technologiques après leur accès de faiblesse des dernières séances.

BOURSE ZURICH

Une kyrielle de résultats d'entreprises à digérer

La Bourse suisse se trouvait balotée dans les premiers échanges mercredi, digérant un feu d'artifice de résultats d'entreprises sur fonds d'incertitudes géopolitiques et commerciales persistantes. Les indices outre-Atlantique avaient bouclé la séance de la veille sans véritable direction, les investisseurs patientant sur la présentation ce jour des résultats du béhémoth des semi-conducteurs Nvidia. "Les attentes sont élevées", souligne

à cet effet Ipek Ozkardeskaya, chez Swissquote. Le lancement de nouvelles puces et la propension persistante à l'investissement chez les géants de la tech doit avoir fait enfler le chiffre d'affaires trimestriel à 38 milliards de dollars, rappelle l'experte de la banque en ligne glandoise. "Les actions européennes demeurent sous forte pression, suspendues aux prochaines interventions de l'administration Trump sur le commerce international," note de son côté

Frank Sohlleder. L'expert d'Activtrades considère que s'il n'existe à ce stade aucune raison à un effondrement, ce genre de situation est particulièrement propices à des mouvements de cours erratiques. A 09h25, le Swiss Market Index (SMI) égarait 0,11% à 13'009,84 points, quand le Swiss Leader Index (SLI) s'appréciait de 0,17% à 2114,62 points. Le Swiss Performance Index (SPI) s'érodit de 0,06% à 17'180,01 points. Sur les

trente principales valorisations, onze reculaient, deux stagnaient et les 17 autres progressaient. Le géant pharmaceutique Novartis (-2,5%) subissait le contre-coup de la cession d'un gros paquet de ses actions par la Fondation de famille Sandoz et héritait de la lanterne rouge provisoire. Son émanation Alcon (+4,7%) caracolait, elle, en tête d'indice. Le mastodonte ophtalmique a dévoilé la veille au soir un bénéfice annuel de

plus d'un milliard de dollars. Le gestionnaire externe de ressources humaines Adecco (+1,9%) prenait la seconde place sur le podium du moment, dans le sillage de ses résultats 2024, devant le réassureur Swiss Re (+1,6%). Le concurrent allemand Munich Re a plafonné à 1,2 milliard de dollars ses propres prestations pour les incendies qui ont ravagé les environs de Los Angeles.

ETATS-UNIS

Donald Trump lance une «gold card» pour attirer «les gens riches», dont les oligarques russes

Donald Trump souhaite des investissements massifs dans son pays. Le président des États-Unis a annoncé ce mardi 25 février que les États-Unis commenceraient d'ici deux semaines la vente pour "environ cinq millions de dollars" de titres de résidence permanente, baptisés "cartes dorées Trump", sur le modèle des cartes vertes.

Les gens riches arriveront dans ce pays en achetant cette carte. Ils seront riches, et ils auront du succès et ils dépenseront beaucoup d'argent et paieront beaucoup d'impôts et emploieront beaucoup de monde", s'est réjoui le leader américain à la presse, depuis la Maison Blanche. "C'est en quelque sorte comme une carte verte", de résident permanent aux États-Unis, "mais à un niveau plus élevé de sophistication", a renchéri Donald Trump, précisant que cette "carte dorée" permettrait à ses titulaires d'accéder au "chemin vers la citoyenneté" à plus long terme.

Les oligarques russes éligibles?

Cette nouvelle carte peut également être perçue comme un appel du pied aux oligarques russes, pourtant pour la plupart sanctionnés par les États-Unis depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui pourront potentiellement postuler à ce programme. "Je connais certains oligarques russes qui

sont des gens très bien", a déclaré Donald Trump. "Il est possible" qu'ils soient éligibles, suppose-t-il. Selon le président américain, la "carte dorée" permettra de "faire venir des gens dans l'informatique qui créent des emplois, des gens de très haut niveau". "Je pense que les entreprises paieront pour amener des gens", a-t-il déclaré. "Donc Apple et toutes ces entreprises qui veulent que des gens viennent travailler pour eux pourront acheter une carte", a ajouté Donald Trump. Il a avancé que les États-Unis pourraient bénéficier de "la vente peut-être d'un million de ces cartes, peut-être plus que cela".

Investissements

Un programme similaire à celui annoncé aujourd'hui, l'EB-5, existe déjà aux États-Unis. Une carte verte de résident permanent peut être obtenue par des ressortissants étrangers qui effectuent des investissements d'un certain montant aux États-Unis.

Comme le rappelle CNN, ce dernier consistait à accorder des cartes vertes aux immigrants qui font un investissement minimum d'au moins 1.050.000 dollars, ou 800.000 dollars dans des zones économiquement en difficulté appelées "zones d'emploi ciblées" afin de créer des emplois. En 2019, le média américain rappelle que l'administration Trump avait décidé d'augmenter le montant minimum d'investissement pour les zones économiques ciblées à 900.000 dollars et à 1,8 million de dollars. La décision avait été retoquée par un juge en 2021. Mais selon Howard Lutnick, ministre américain du Commerce, ce programme existant était sujet à trop de fraudes, et représentait "un moyen d'obtenir une carte verte à bas coût". Il a donc annoncé que les États-Unis mettront fin à ce programme EB-5. "Nous allons le remplacer avec la 'carte dorée Trump'", a-t-il déclaré dans le Bureau ovale aux côtés du président, qui a fait campagne en 2024 sur le renforcement des restrictions à l'immigration clandestine.

MINERAIS

L'Ukraine a accepté les termes d'un accord avec les États-Unis

L'Ukraine a accepté les conditions d'un accord sur ses minerais avec les États-Unis, sans clauses désavantageuses pour Kiev. Une signature pourrait se faire dès vendredi. L'Ukraine a accepté les termes d'un accord sur ses minerais avec les États-Unis, sans clauses défavorables pour Kiev. Volodymyr Zelensky pourrait le signer dès vendredi à Washington, a indiqué ce mardi 25 février à l'AFP un haut responsable ukrainien. Selon cet accord, les États-Unis développeraient conjointement

avec l'Ukraine les richesses minières et les revenus qui en seraient issus iraient dans un fonds nouvellement créé qui pourrait "conjoint à l'Ukraine et l'Amérique", a dit à l'AFP cette source s'exprimant sous le couvert de l'anonymat. "Les responsables gouvernementaux travaillent sur les détails. (...) Nous envisageons une visite à Washington vendredi pour signer l'accord", a déclaré cette source. Selon ce haut responsable, les Américains ont "enlevé toutes les clauses qui ne nous convenaient

pas, en particulier les 500 milliards de dollars" que les minerais étaient censés rapporter aux États-Unis. L'Ukraine avait réclamé des garanties de sécurité du côté américain dans le cadre de cet accord. Selon la source ukrainienne, les termes de l'accord comportent une référence à la "sécurité", mais ne mentionnent pas explicitement le rôle des États-Unis. "Il s'agit d'une clause générale qui dit que l'Amérique investira dans une Ukraine souveraine, stable et prospère, qu'elle travaille pour une

paix durable et que l'Amérique soutient les efforts pour garantir la sécurité", a-t-elle dit. Le président américain Donald Trump a réclamé un accord avec l'Ukraine sur les terres rares pour compenser Washington pour l'aide militaire et financière déjà livrée et son administration a multiplié les pressions sur le dirigeant ukrainien Volodymyr Zelensky pour qu'il signe le document. Volodymyr Zelensky avait rejeté une première version de l'accord, clamant que "l'Ukraine n'est pas à vendre".

UNION EUROPÉENNE

La France et l'Allemagne sont divisées sur la manière de riposter aux menaces tarifaires de Trump

Bien que les pays de l'UE affichent une unité de façade face aux menaces de Trump, des lignes de fracture apparaissent : certains sont favorables à des mesures de rétorsion rapides, d'autres préféreraient un dialogue continu. L'enjeu est de savoir si l'Europe peut continuer à négocier unie. L'annonce rapide par le président américain Donald Trump de nouvelles sanctions commerciales à l'encontre de ses partenaires commerciaux semble avoir pris l'UE à contre-pied, car les pays sont divisés sur la question de savoir s'il faut adopter une réponse rapide ou mesurée en représailles, la France et l'Allemagne étant dans des camps opposés, selon plusieurs sources avec lesquelles Euronews s'est entretenue. La Commission européenne a promis de réagir "fermement et immédiatement" à l'annonce par M. Trump de l'application de tarifs douaniers réciproques à ses partenaires commerciaux. La France est le fer de lance de ceux qui, à l'issue d'une vidéo-conférence d'urgence des ministres du Commerce de l'UE tenue mercredi soir, se sont prononcés en faveur d'une réponse rapide de la Commission, tandis que l'Allemagne, l'Italie et la Hongrie sont clairement dans le camp des réticents, ont déclaré les sources. Invoquant la "sécurité nationale", M. Trump a annoncé lundi son intention d'imposer des droits de douane de 25 % sur les importations d'aluminium et d'acier, y compris en provenance d'Europe.

INDONÉSIE

Accord avec Apple en vue d'une levée de l'interdiction des ventes d'iPhone

L'Indonésie a conclu un accord avec Apple prévoyant un investissement du groupe américain et qui pourrait mettre fin à l'interdiction des ventes d'iPhone 16 dans l'archipel, a déclaré mercredi un ministre cité par des médias locaux. Fin octobre, Jakarta avait décidé d'interdire la commercialisation de l'iPhone 16, reprochant au géant américain de ne pas investir suffisamment dans la première économie d'Asie du Sud-Est. Selon Jakarta, le groupe américain d'électronique ne respectait pas la réglementation selon laquelle 40% de ses téléphones doivent être fabriqués à partir de pièces provenant d'Indonésie. Le ministre de l'Industrie, Agus Gumi-

wang Kartasasmita, a annoncé mercredi qu'un protocole d'accord avait été signé entre son ministère et le groupe américain, selon des médias locaux. Aux termes de cet accord, Apple construira deux usines. La première, située à Bandung (province de Java occidentale), produira des accessoires. La seconde à Batam (îles Riau, ouest), pour laquelle 150 millions de dollars (142 millions d'euros) seront investis, sera dédiée à la production d'AirTags via des fournisseurs locaux, a expliqué le ministre. Ce protocole d'accord permet de lever l'interdiction de vente de l'iPhone 16 sous certaines conditions, ont ajouté les médias locaux. Une source gouvernementale avait

confirmé mardi à l'AFP qu'un accord sur les conditions de la levée de l'interdiction de vente de l'iPhone 16 avait été obtenu, sans fournir plus de détails. Sollicités par l'AFP, ni Apple Indonésie, ni le ministère indonésien de l'Industrie ou le ministère de l'Investissement n'ont répondu dans l'immédiat. Fin novembre, l'Indonésie avait rejeté une proposition d'Apple d'investir 100 millions de dollars (96 millions d'euros) dans le pays pour lever l'interdiction portant sur l'iPhone 16, affirmant qu'elle n'apportait pas l'équité exigée par le gouvernement. Début janvier, Jakarta avait maintenu l'interdiction des ventes malgré l'engagement du groupe américain d'investir 1 milliard

de dollars dans le pays après une impasse dans les négociations, invoquant l'incapacité de l'entreprise à répondre aux exigences du marché intérieur. L'Indonésie avait également interdit début novembre la vente de téléphones Google Pixel pour la même raison, expliquant que le géant de la tech n'a pas satisfait aux exigences consistant à s'approvisionner à 40% en pièces détachées en provenance d'Indonésie. L'an passé, le directeur général d'Apple, Tim Cook, s'était rendu en Indonésie alors que le géant de la technologie explorait des moyens d'y investir et de diversifier ainsi ses chaînes d'approvisionnement en dehors de Chine.

AIRBAGS TAKATA

Après Stellantis, d'autres grandes marques automobiles étendent leur rappel, 230 000 voitures concernées

Stellantis est loin d'être le seul groupe automobile à être concerné par la problématique des airbags Takata dangereux. Un de ses concurrents allemands vient d'ailleurs d'envoyer un courrier de relance accompagné d'un "Stop Drive" à plus de 200 000 automobilistes.

Alors qu'elle a démarré il y a plus de dix ans, l'affaire Takata peut parfois donner l'impression d'avoir commencé en 2025 en France. Critiqué pour s'être montré trop passif jusqu'ici, l'Etat s'est enfin décidé à demander aux nombreux constructeurs concernés de prendre des mesures rapides. Stellantis a été l'un des premiers à réagir en demandant l'immobilisation immédiate de plus de 235 000 Citroën C3 et DS3 dans le nord de la France. Pour le groupe, c'est la deuxième action de type "Stop drive" liée à cette affaire. Jusqu'ici beaucoup plus fréquent en Amérique du Nord qu'en Europe, ce type de rappel un peu particulier commence ainsi à devenir mieux connu en France. Quelques jours plus tard, le ministère des transports a d'ailleurs indiqué que "le groupe Volkswagen a de son côté imposé depuis le 14 février un stop drive sur l'ensemble de ses modèles concernés par un rappel depuis plus d'un an, soit 230 000 véhicules". C'est près de 10 % des 2,3 millions de véhicules qui seraient encore équipés d'un airbag dangereux en France métropolitaine, selon les estimations du gouvernement. La liste comprend notamment plusieurs modèles d'Audi ou encore des Fox, Up, Crafter et des Polo fabriquées entre 2006 et 2013.

Un plan de rappels progressif chez Volkswagen

Questionnée sur le sujet, l'entreprise allemande a confirmé cette information, en y apportant quelques précisions. Elle indique notamment que dans le cadre de cet interminable scandale industriel, "Volkswagen a initié des rappels dédiés à l'échelle mondiale en 2016, et les a déployés en

France depuis 2021." Elle ajoute également avoir mis en place "un plan qui se déroule de manière progressive, étape après étape, et sur plusieurs années. Les rappels sont effectués de manière ciblée et basée sur une catégorisation des risques et notamment selon l'ancienneté du véhicule et selon les conditions climatiques." Le risque d'explosion incontrôlée du gonfleur des airbags Takata, avec la projection de débris métalliques, est en effet surtout présent dans des zones chaudes et humides. La France métropolitaine n'est donc pas forcément la priorité, même si un accident mortel dans les Hautes-Pyrénées, en 2024, est venu tragiquement prouver qu'elle n'était pas totalement à l'abri. C'est cependant surtout l'outre-Mer qui a payé un lourd tribut dans cette histoire, avec une quinzaine de morts déjà recensés.

De très nombreux modèles concernés

Le nombre de modèles concernés est bien plus important que chez Stellantis. Pour la seule marque Volkswagen, la liste en comprend déjà une vingtaine en comptant les déclinaisons. Audi, Seat et Skoda sont également touchés, à l'inverse de Bentley, Lamborghini ou Porsche. Mais ici, ce "stop drive" n'intervient pas quelques semaines après le lancement d'une nouvelle campagne, comme ça a été le cas chez Citroën. Le groupe allemand a réservé cette injonction d'immobilisation parfois contraignante aux seuls "véhicules équipés d'un airbag TAKATA avec un générateur de gaz au nitrate d'ammonium ayant déjà fait l'objet d'un rappel il y a plus d'un an (mais ne s'étant toujours pas rendus en atelier) et circulant en France Métropolitaine." Les propriétaires recevront une "relance sup-



plémentaire par courrier [...] accompagnée d'une demande de « cesser immédiatement l'utilisation de son véhicule et de prendre rendez-vous au plus tôt » chez le réparateur agréé de son choix, afin de procéder au remplacement des pièces nécessaires."

Attention aux numéros de série erronés

L'entreprise se heurte toutefois à la même problématique que tous les autres constructeurs dans cette affaire. Comme on parle de véhicules parfois âgés, rarement suivis dans le réseau et qui ont parfois changé souvent de main, les lettres envoyées n'arrivent pas toujours à la bonne adresse. Volkswagen invite donc les propriétaires des nombreux véhicules potentiellement concernés à utiliser les outils

en ligne mis à leur disposition par chacune des marques du groupe. Une liste des modèles à risque a récemment été mise en ligne par le gouvernement. Pour savoir si votre voiture fait l'objet d'un rappel lié aux airbags Takata, vous aurez seulement besoin du numéro de série, VIN, indiqué à la lettre E de la carte grise. Mais attention, il arrive aussi que l'administration fasse une erreur sur cette information... ou même que le numéro en question soit maquillé. Volkswagen insiste donc sur l'importance pour les clients de "s'assurer que les informations figurant sur leur certificat d'immatriculation (nom et adresse postale) soient bien à jour auprès de l'ANTS". Le numéro de série sur la carte grise doit correspondre avec celui qui figure sur votre véhicule, le plus souvent à la base du pare-brise côté conducteur.

CAMIONS ÉLECTRIQUES ET À HYDROGÈNE :

C'est (déjà) la fin pour l'un des pionniers du secteur

Un peu plus de dix ans après sa création, Nikola Motor met fin à son aventure. Spécialisée dans les camions 100% électriques et à hydrogène, la start-up américaine a déposé le bilan et devrait cesser ses activités dès mars 2025, sauf en cas de rachat.

Qui est Nikola Motor ?

Nikola est un constructeur américain spécialisé dans les véhicules commerciaux lourds à propulsion électrique et à pile à combustible hydrogène. Fondée en 2014 par Trevor Milton, l'entreprise visait à révolutionner l'industrie du transport en proposant des alternatives durables et sans émissions aux camions diesel traditionnels. Le nom de l'entreprise rend d'ailleurs hommage à l'inventeur... Nikola Tesla. Parmi les modèles présentés par Nikola figuraient le Nikola One, un semi-remorque électrique à hydrogène destiné au transport longue distance, dévoilé en 2016, et le Nikola Tre, un camion électrique à batterie conçu pour le marché européen en collaboration

avec Iveco. L'entreprise avait également pour ambition de développer une infrastructure nationale de stations de ravitaillement en hydrogène.

Licenciement massif

En 2020, Nikola est devenue une société cotée en bourse via une fusion avec VectoIQ, une société d'acquisition à vocation spécifique atteignant une valorisation d'environ 12 milliards de dollars. Et c'est d'ailleurs à ce moment que ça commence à sentir le roussi. En septembre de la même année, l'entreprise a été confrontée à des allégations de fraude, ce qui a conduit à plusieurs enquêtes aux États-Unis. Résultat ? Le constructeur a dû verser 125 millions de dollars à la SEC, le gendarme boursier américain, pour clore l'enquête qui faisait suite aux propos tenus par Trevor Milton, qui avait menti sur la maturité de la technologie et les performances de la société. En octobre 2024, Nikola a licencié 15 % de ses effectifs, soit 135 employés, dans un effort pour maintenir sa rentabilité malgré la livraison



de 88 camions à pile à combustible au troisième trimestre.

Une faillite attendue

La situation financière de Nikola était précaire depuis plusieurs mois. Déjà en fin d'année 2024, l'entreprise avait prévenu qu'elle ne disposait

pas des fonds nécessaires pour assurer ses opérations au premier trimestre 2025. Face à cette impasse, la société et certaines de ses filiales ont déposé des requêtes volontaires en vertu du chapitre 11 du code des faillites des États-Unis, devant le tribunal du Delaware. Dans un communiqué, Nikola a annoncé avoir en-

gagé une procédure d'enchères et de vente pour tenter de sauver ce qui peut l'être. En attendant une éventuelle reprise, l'entreprise cherche à maintenir certaines activités, notamment le service et l'assistance pour les camions encore en circulation, ainsi que l'approvisionnement en hydrogène via son réseau Hyla, jusqu'à la fin mars 2025.

Malgré tous leurs efforts

Pour assurer cette transition, Nikola dispose encore de 47 millions de dollars de liquidités, un montant destiné à financer les dernières opérations et organiser la vente de ses actifs. "Nos clients ont parcouru environ 3,3 millions de kilomètres avec nos camions à batteries électriques et à piles à combustible. Notre réseau Hyla a distribué plus de 330 tonnes d'hydrogène. Malheureusement, malgré nos efforts pour lever des fonds et réduire nos dettes, nous n'avons pas réussi à surmonter les difficultés économiques", a déclaré Steve Girsky, l'actuel PDG de Nikola.

GITVENOM

Des centaines de faux projets GitHub cachent un malware voleur de cryptos

Des centaines de dépôts GitHub parfaitement maquillés cachent un malware conçu pour siphonner identifiants et cryptomonnaies. Une campagne discrète mais efficace, qui infiltre l'écosystème open source depuis des années.

Depuis plusieurs années, une campagne baptisée GitVenom infiltre GitHub avec des centaines de faux dépôts, conçus pour piéger développeurs et passionnés de forks. Sous couvert d'outils pratiques et bien documentés, ces projets dissimulent un malware capable de voler identifiants, wallets et données sensibles, tout en téléchargeant d'autres charges malveillantes depuis un dépôt contrôlé par les attaquants.

Un piège bien rodé pour tromper les développeurs

Détectée par les chercheurs et chercheuses de Securelist, la campagne GitVenom sévit depuis au moins deux ans. Une longévité qui s'explique en partie par le soin apporté à son développement. Car ici, pas de dépôts obscurs ni de fichiers suspects, mais des faux projets savamment construits pour inspirer confiance. Bots Telegram, outils d'automatisation pour Instagram, scripts de hacking pour Valorant ou PUBG... Autant d'appâts qui attirent développeurs et développeuses en quête de solutions prêtes à l'emploi.

Pour parfaire l'illusion, ces dépôts intègrent des README.md détaillés, probablement générés à l'aide d'une IA, ainsi que des commits réguliers et des tags scrupuleusement choisis. En bref, tout est fait pour améliorer leur visibilité sur la plateforme, et attirer l'at-



tention des internautes. Sauf que derrière cette façade soignée, ces dépôts contiennent bel et bien du code malveillant, dont les techniques d'infection varient en fonction du langage utilisé. Au cours de leurs analyses, les équipes de Securelist ont ainsi observé que les projets compromis en Python cachaient un script chiffré derrière une ligne remplie de 2000 tabulations. Une fois le fichier exécuté, ce script télécharge et exécute du code malveillant après avoir installé les bibliothèques nécessaires à son déchiffrement. Dans les projets en JavaScript, les attaquants injectent une fonction encodée en Base64 directement dans le fichier principal, déclenchant l'exécution du malware dès le lan-

cement du programme. En C, C++ et C#, le piège repose sur un script batch dissimulé dans les fichiers de configuration de Visual Studio, qui s'exécute automatiquement au moment de la compilation, compromettant la machine des développeurs et développeuses à leur insu. Un stratagème efficace, d'autant plus insidieux qu'il passe inaperçu sans une analyse minutieuse du code source. Or, nombreux sont celles et ceux qui, par manque de temps ou de vigilance, s'abstiennent encore trop souvent de le faire.

De l'open source à l'open bar

Sans grande surprise, GitVenom cherche à exfiltrer un maximum de données sensibles. Une fois le projet exécuté, il télécharge plusieurs charges malveillantes hébergées sur un dépôt GitHub contrôlé par les attaquants.

Les chercheurs et chercheuses de Securelist ont ainsi pu identifier un stealer en Node.js, programmé pour récupérer les identifiants enregistrés, l'historique de navigation et les portefeuilles crypto. Tout est ensuite compressé dans une archive *.7z et envoyé aux attaquants via Telegram.

En parallèle, GitVenom déploie aussi AsyncRAT et Quasar, deux chevaux de Troie particulièrement actifs ces derniers mois. Une fois installés, ils offrent un accès persistant aux machines compromises, laissant la pos-

sibilité d'exécuter d'autres charges malveillantes, d'espionner les sessions utilisateur ou d'envoyer des commandes à distance. Le dispositif inclut enfin un clipper, conçu pour détourner les transactions en cryptomonnaies. Dès qu'une adresse de portefeuille est copiée dans le presse-papiers, elle est automatiquement remplacée par celle des attaquants. D'après Securelist, cette méthode leur aurait déjà permis de récupérer 5 BTC, soit environ 485 000 dollars en novembre 2024.

Si GitVenom est actif depuis plusieurs années, son impact est particulièrement visible en Russie, au Brésil et en Turquie, où les tentatives d'infection ont été les plus nombreuses. Mais le malware s'adapte facilement, et Securelist a confirmé qu'il touchait probablement toutes les régions du monde. On en profitera pour rappeler que la facilité avec laquelle les dépôts piégés se fondent dans l'écosystème open source en font une menace difficile à contenir. En marge des victimes directes, ces types de malwares peuvent aussi se propager involontairement, si tant est que les développeurs et développeuses ciblées intègrent ces projets infectés à leurs propres applications sans prendre la peine de les inspecter en amont.

En clair, scrutez minutieusement votre code, contrôlez l'activité des dépôts avec lesquels vous interagissez, testez les projets tiers en environnement isolé et installez un bon antivirus.

Les salariés encore dubitatifs sur les agents IA

Encore embryonnaire, l'IA agentique est accueillie plutôt positivement par les salariés. Mais ceux-ci attendent des progrès de la technologie en matière de fiabilité et de transparence.

Selon une étude de YouGov, menée pour le compte de l'éditeur de logiciels Pega, 57% des salariés américains et britanniques se disent disposés à utiliser les agents d'IA dans le cadre de leur travail. Toutefois une partie significative d'entre eux s'inquiète de la fiabilité, de la précision et de la transparence de la technologie.

Principal point d'inquiétude, l'absence d'intuition et d'intelligence émotionnelle des IA, citée par près

d'un salarié sur deux. Pas moins de quatre sur dix se disent également mal à l'aise lorsqu'ils doivent soumettre un travail généré par cette technologie. Et un tiers des 2100 cols blancs interrogés estiment que la qualité des productions des IA reste inférieure à ce qu'eux-mêmes sont en mesure de faire. Ces salariés expliquent que la technologie doit progresser en précision et fiabilité (à 42%), qu'ils doivent être mieux formés à son usage (à 39%) et que la transparence des décisions prises par les IA doit s'accroître (à 33%).

L'IA agentique encore peu déployée

Sécuriser la surface d'attaque que va

créer ces agents représente un autre obstacle pour les entreprises. Selon le cabinet Gartner, les agents sont susceptibles de devenir des cibles privilégiées pour les acteurs de la menace, d'où la nécessité de renforcer les mesures de sécurité avant d'introduire des agents dans les processus existants. Au cours des trois prochaines années, Gartner prévoit que l'abus d'agents d'IA sera responsable d'une brèche sur quatre dans les entreprises.

L'IA agentique en est encore à ses balbutiements, peu d'entreprises ayant mis en service des architectures de ce type. En France, c'est notamment le cas de Veolia, qui a enrichi son application de GenAI

existante de fonctions agentiques permettant d'interroger des bases de données (via des conversions de textes en requêtes SQL) ou des applications (via des appels API). Une approche qui est déjà utilisée par plusieurs équipes de Veolia, celles-ci ayant construit des applications de ce type sur la base d'un formulaire en six étapes.

Les jeunes inquiets pour leur emploi

Si les salariés ont besoin d'être rassurés sur un certain nombre de lacunes actuelles de l'IA, ils demeurent assez positifs quant aux conséquences de cette technologie sur leur travail. 46% des personnes in-

terrogées dans le cadre de l'étude Pega pensent que l'IA aura un impact positif sur cet aspect de leur vie au cours des cinq prochaines années, tandis que 13 % seulement anticipent des effets négatifs. Les autres répondants sont neutres ou incertains quant à l'impact de l'IA sur leur quotidien au bureau. Un résultat qui semble très positif au regard d'un autre sondage de YouGov, mené fin novembre et début décembre 2024. Au sein de ce dernier, 28% des salariés aux Etats-Unis craignaient plus ou moins de voir leur emploi menacé par l'IA. Une proportion qui atteint même les 38% chez les moins de 30 ans.

Brèves

Veeam et Microsoft étendent leur partenariat pour intégrer plus d'IA dans le back-up

Selon un communiqué reçu ce jour, Microsoft a réalisé un investissement en capital non divulgué dans Veeam Software dans le cadre d'un partenariat élargi visant à développer des solutions de sauvegarde avec un zeste d'intelligence artificielle.

Ce partenariat permettra à Veeam d'investir dans la recherche et le développement et d'intégrer les services d'IA d'Azure dans ses produits. Rappelons qu'en 2021, Microsoft avait déjà investi dans Rubrik, un autre éditeur spécialisé dans la sauvegarde. Précisons enfin qu'Insight Partners, le principal actionnaire de Veeam, a vendu une participation de 2 milliards de dollars en décembre dernier, valorisant l'éditeur à 15 milliards de dollars.

Perplexity publie une variante sans censure de Deepseek R1

Perplexity a lancé R1 1776, une variante de Deepseek R1, conçue pour offrir des réponses plus impartiales et précises en supprimant la censure chinoise. Selon Aravind Srinivas, cofondateur et CEO de Perplexity, ce modèle conserve ses capacités de raisonnement de base tout en éliminant les biais liés à la

censure. Le modèle a été post-entraîné pour fournir des réponses sans censure à des questions sensibles telles que "Quel est le système de gouvernement de la Chine ?" ou "Qui est Xi Jinping ?". Cette initiative vise à démocratiser l'industrie de l'IA en offrant un accès à des informations non filtrées, permettant ainsi une utilisation plus équitable et transparente de la technologie. En préservant l'intégrité du raisonnement du modèle, Perplexity espère rendre l'IA plus accessible et utile pour une variété de tâches pratiques, sans les contraintes imposées par la censure.

Mots fléchés

On peut les avoir en main	↓	Bouffon	↓	Conséquence	↓	Liquide à l'odeur de chloroforme	↓	Jubilation	↓	Il pète plus haut qu'il n'a le cul	↓	Châtiment	↓
Contentement	→	Coiffures papales	→		→	Le noble est la boxe	→	Appareils pour élever des fardeaux	→		→	Petits chapeaux bretons	→
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
Se tord	→		→	Religieux	→		→		→	Sorcier africain	→		↓
Vedettes en devenir	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→	Généreux	→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓	Homo-sexuel inverti	→		↓
Très longue période	→		→	Surnom d'un demi de mêlée (Struxiano)	→	Hors d'ici	→		→		↓	Béryllium	→
Baie du Japon	↓		↓		↓	Scrupuleuse	→		→		↓	Fugitive	→
	→		→	Liquider	→	Conductrices d'équidés	→		→		↓		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
Fleuve italien	→	Napperon	→		→	Pareil	→		→	Cinquième mois du calendrier juif	→		↓
	↓	Langue du sud	→		↓	Croquis	→		↓	Copains	→		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
Culs	→		→		→		→		→	Fils de Pylade	→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
Barbecue	→	Pas un Dictateur sanguinaire pendant la terreur	→		→		→		→	Ville de la tour penchée	→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓	Vulgaire	→		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
Mot d'encouragement	→		→		→		→		→		→		↓
Fleuve russe	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→		→						

PÉTROLE

Le Brent stable à 73 dollars

Les cours du pétrole se stabilisaient mercredi après avoir dégringolé cette semaine à cause de la perte de confiance des consommateurs américains dans l'économie des Etats-Unis, notamment à cause des droits de douane de Donald Trump. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, perdait 0,03% à 73,00 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, gagne 0,07% à 68,98 dollars. La politique de Donald Trump rend "les perspectives économiques et pétrolières de plus en plus incertaines", expliquent des analystes.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Jeudi 27 février 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ANP

Elimination d'un terroriste et reddition d'un autre en une semaine

Un terroriste a été abattu, un autre s'est rendu aux autorités militaires, et sept éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés dans différentes opérations menées par des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) à travers le territoire national, durant la période du 19 au 25 février, indique, mercredi, un bilan opérationnel de l'ANP. Dans le cadre de la lutte antiterroriste et "suite à une opération de fouille et de ratissage à Médéa, un détachement de l'ANP a abattu le 20 février 2025 le terroriste dénommé Sawan Boualam, alias Hilal et a récupéré un pistolet-mitrailleur de type Kalachnikov et d'autres effets", relève le communiqué. Dans le même contexte, "le terroriste dénommé «Mohamed Benyahia» alias Abdel Rafie, s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar en 6^e Région militaire, en sa possession un pistolet-mitrailleur de type Kalachnikov, une quantité de munitions et d'autres effets, tandis que des détachements de l'ANP ont arrêté 7 éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations", ajoute la même source.

BOURSE D'ALGER

Hausse de 4,5 % de la valeur transigée au 2e semestre 2024

La valeur des actions échangées à la Bourse d'Alger a atteint 1,41 milliard de dinars (md Da) au deuxième semestre 2024, enregistrant une hausse de 4,5 % par rapport aux 1,35 md Da du premier semestre, selon la Commission d'organisation et de surveillance des opérations en Bourse (Cosob). D'après le bulletin d'information de

la Cosob, le volume des titres échangés s'est établi à 644.223 unités sur la période juillet-décembre 2024, contre 655.600 au premier semestre, soit un recul de 1,74 %. Le mois de juillet a enregistré le plus important volume de transactions en valeur, avec 441,9 millions de dinars, tandis que le niveau le plus bas a été observé en octobre, avec 104 millions

de dinars. Par ailleurs, les ordres de vente ont progressé de 74,25 % au second semestre, atteignant 11,3 millions de titres contre 6,4 millions au premier semestre. En revanche, les ordres d'achat ont reculé de 13,75 %, totalisant 2,44 millions de titres contre 2,8 millions sur les six premiers mois de l'année, précise la Cosob.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

24 février 1971 : L'audace pour une ambition

La décision audacieuse et courageuse de nationalisation des hydrocarbures prise le 24 février 1971 est restée jusqu'à aujourd'hui un évènement majeur de l'histoire économique de notre pays. En effet, après les accords d'Evian, la décision de nationalisation des hydrocarbures est à la fois une décision d'une grande importance par son aspect économique et surtout par son caractère politique puisqu'il s'agit d'un acte de la récupération de la souveraineté et de son exercice sur les ressources naturelles du pays. C'est aussi une décision géopolitique, elle intervient après celle de Mossadegh en Iran en 1953, lorsqu'il a voulu nationaliser le pétrole iranien dont l'exploitation était dominée par les compagnies britanniques. Ce qui a conduit à un coup d'Etat et à sa mise en résidence surveillée jusqu'à sa mort en 1967. La décision de 1971 a été suivie par d'autres pays se trouvant dans une situation de domination pour l'exploitation de leurs ressources naturelles. La décision algérienne a été préparée dans une discrétion totale, ni la France et ses services très présents en Algérie, ni les autres pays occidentaux n'ont rien vu venir. On raconte que les USA étaient dans la confiance, pour avoir sa neutralité en cas de crise grave avec la France. La préparation a pris plusieurs mois par une équipe restreinte autour de feu Boumediene. Belaid Abdeslam était le maître d'œuvre de cette préparation. Il faut dire que certains pays amis étaient informés pour d'une part préparer la relève technique des personnels français et d'autre part faire face à une éventuelle déstabilisation par la France, grand bénéficiaire des différents accords depuis 1962. Parmi ces pays, on peut citer l'URSS et l'Italie. Pourquoi cette décision de nationalisation des hydrocarbures avait une importance particulière ? Il va sans dire que la souveraineté ne doit pas se limiter à sa dimension politique, elle doit s'étendre aussi au domaine économique et particulièrement à l'exercice d'un contrôle effectif et sans contrainte sur les ressources naturelles du sol et du sous-sol. En plus de la question de souveraineté, au plan économique, l'Algérie post indépendance avait des besoins immenses pour construire une économie viable et satisfaire les besoins d'une population longtemps privée des conditions minimales de la vie, un chômage endémique, un exode rural des populations paupérisées et laissées pour compte durant toute la période coloniale vers des villes, elles aussi paupérisées, à la recherche d'un emploi et d'un gîte. Les besoins étaient immenses alors que les moyens de l'Etat sorti d'une colonisation sauvage, étaient très limités. Les ressources naturelles, comme dans de nombreux pays, constituent une source pour bâtir une économie nationale. La récupération des ressources naturelles était devenue une question centrale à la fois du point de vue politique qu'économique. La nationalisation des hydrocarbures

donnait à l'Algérie sa source d'accumulation primitive. C'est ça l'esprit de février 1971, qui vient compléter celui de novembre 1954. Il faut le dire, après 1971, l'Algérie s'est métamorphosée par un programme ambitieux d'industrialisation et d'équipement tous azimuts. Et depuis cette date, les budgets algériens « sentent » toujours les hydrocarbures. Les infrastructures, la médecine gratuite et l'éducation massive ainsi que les multiples subventions et transferts directs ont été rendus possibles grâce aux produits des hydrocarbures. C'est ce qu'on appelle communément la rente. En Algérie, l'usage de la rente et sa répartition ont été des plus équitables comparés à d'autres pays dotés de la même ressource naturelle. C'est encore une fois l'esprit de novembre et sa déclaration qui a mis la justice sociale comme l'un des objectifs ultimes de la lutte d'indépendance. Cette rente n'a pas, malheureusement, permis de créer les conditions objectives pour un développement endogène et autoentretenu qui aurait créé une alternative à cette ressource non renouvelable ; au contraire elle a maintenu une dépendance. Certains vont jusqu'à dire que cette rente est une malédiction (il y a même un courant en économie qui développe la théorie de la malédiction des ressources naturelles). Le problème n'est pas dans l'existence de la rente, mais dans sa gestion et son usage. Aujourd'hui, avec l'évolution démographique et l'accroissement des besoins, la rente des hydrocarbures peut s'avérer insuffisante, alors que les alternatives ne sont pas encore bien ancrées, comme la diversification des exportations, la compétitivité des entreprises, l'investissement privé et étranger... in fine, c'est encore le budget qui supplée aux défaillances des autres secteurs, mais jusqu'à quand ? Une chose est sûre : les besoins du pays en énergie sont largement couverts et le seront pour de nombreuses années encore. L'Algérie est assurée d'une sécurité énergétique portée par une souveraineté sur les ressources. A l'occasion de la commémoration du 24 février 1971, le Club Energy (une association nationale de réflexion et d'étude sur les questions énergétiques, un Think tank) a organisé une grande Conférence le 22 février 2025, sur le thème : « Quelle Vision énergétique pour l'Algérie dans l'esprit du 24 février 1971 ? ». Au cours de cette conférence, des exposés ont été présentés par d'éminents conférenciers dont deux anciens ministres de l'énergie (MM. Boussena et Ait Laoussine). Les questions sur l'avenir des ressources énergétiques ont été abordées sous de multiples angles : réserves, production, valorisation, consommation et besoins futurs, exportations, évolution des marchés, prix et géopolitique de l'énergie... On retiendra que les hydrocarbures en Algérie continueront à alimenter les secteurs d'activité et les ménages en énergie à des prix fortement subventionnés et

à alimenter les budgets publics en ressources fiscales, sauf que pour ces derniers les ressources sont de moins en moins abandonnées ; l'arbitrage entre la consommation domestique et l'exportation est très difficile à faire, mais la consommation interne aura le dernier mot. C'est pourquoi, le recours à d'autres ressources et à une rationalisation de la consommation deviennent une exigence de durabilité de notre système énergétique... Il est devenu urgent d'accélérer le développement des énergies nouvelles. La géopolitique gazière impose aussi de nouvelles stratégies de valorisation au mieux de notre gaz. Une politique volontariste dans le gaz est nécessaire, car les volumes de gaz qui vont arriver sur les marchés sont importants ; les USA vont doubler leur production, les Qataris vont créer un corridor de gazoduc par la Syrie pour offrir du Gaz sur le marché européen. Les autres marchés seront fournis par le GNL, c'est le cas notamment de l'Asie (Chine, Corée du Sud, Japon...). La valorisation par l'intégration dans les industries (ciments, aciers, engrais, agriculture...) est souhaitée, car elle peut donner une compétitivité au produit algérien à l'exportation. Aujourd'hui cette intégration se fait mais à des taux trop élevés (le gaz et l'électricité utilisés par l'industrie sont livrés au 10^{ème} de leurs prix), ainsi nous assistons à un transfert de rente de l'Etat vers des entreprises commerciales qui de surcroît pour certaines sont des sociétés étrangères et qui vont par conséquent transférer cette rente à leur société-mère à l'étranger. Une trop forte subvention anihile tout effort de recherche de compétitivité et obère les ressources du pays ; il faut trouver ce niveau optimal de subvention. L'arrêt pris par le Ministère de l'énergie va dans ce sens, mais il ne fixe pas ces seuils de subvention (ou de rétrocession). Si le marché du pétrole est mondialisé, celui du gaz est très singulier et obéit à des considérations à la fois technique et commerciale. Pour le pétrole, les enjeux sont moindres pour l'Algérie, d'abord l'Algérie n'est pas un grand producteur et les nouvelles découvertes sont peu nombreuses ; le marché est plus fluide et la production algérienne de près de 1.2 millions de barils/Jour dont près d'un million de barils exportables ne pose aucun problème. Il faut toutefois considérer, avec beaucoup d'attention, l'augmentation de la production américaine qui va égaler ou dépasser l'addition des productions de la Russie et de l'Arabie Saoudite (20 millions de barils/jour) ; le marché en sera certainement impacté. Dans tous les cas, les prix du pétrole, comme ceux du gaz sont très volatiles, ce qui perturbe la budgétisation régulière des ressources pour un développement continu et harmonieux. Le développement des énergies renouvelables et la rationalisation de la consommation doivent être des actions stratégiques dans les politiques publiques si l'on veut sauvegarder notre sécurité énergétique interne et nos moyens de financement du développement.